

Journal d'un ouvrier (1956 - 1958)

Daniel Mothé

*Daniel Mothé a consacré dans la revue « Socialisme ou Barbarie »
plusieurs chroniques aux sujets abordés dans cet ouvrage.
Livre publié en 1959 au éditions de Minuit*

2nd Partie

Sommaire

Un atelier d'outillage chez Renault

Rentrée de vacances

Le rappel des disponible (mai 1956)

L'affaire hongroise

Les ouvriers français et les nord-africains p. 2

Les syndicats se battent... entre eux (mai 1957) p. 9

Comment on fait échouer une grève p. 21

Après le référendum du 28 septembre p. 32

LES OUVRIERS FRANÇAIS ET LES NORD-AFRICAINS

Grève des Algériens. - Les voitures de la police tournent autour de l'usine ; tous les Nord-Africains formant un rassemblement sont immédiatement embarqués au poste. Des communistes qui distribuent des tracts ou des brochures sur l'Algérie sont arrêtés, quelques-uns sont passés à tabac. Les autres ouvriers passent, regardent, n'interviennent pas. Mais la grève est très largement suivie : rares sont les Nord-Africains qui travaillent. Ceux qui sortent du métro ne vont pas plus loin que la porte. Ils rencontrent des camarades, se parlent et s'en retournent par petits groupes. Pas de discussions violentes, pas de grands gestes ; l'atmosphère est plutôt gaie.

- La grève ? Dans mon bureau, dit un dessinateur, les types s'en foutent. Ils n'en parlent même pas. Oh, ils ne sont pas hostiles aux Nord-Africains, mais ça n'entre pas dans leurs préoccupations. Tu comprends, il y a tous les problèmes que pose la voiture et surtout celui de trouver de l'essence ; alors, c'est bien suffisant.

- Nous, à l'entretien, les ouvriers sont contre. Ils « bouffent du crouille ». Mais certains manifestent leur admiration pour le succès de la grève : « Quand ils font grève, eux, ça marche ».

- Dans notre atelier, dit un O.S., à part le délégué F.O. qui est franchement hostile, les autres ouvriers sympathisent avec la grève. Le délégué F.O. s'est fait engueuler par nous. Alors, il s'est tourné vers un Espagnol et lui a demandé de se taire parce qu'il était un étranger. « Si tu n'est pas content, rentre dans ton pays ».

Un électricien qui défendait la grève raconte :

- Dans un atelier d'outillage, une proposition de faire une collecte pour soutenir les Nord-Africains de l'atelier en grève a été accueillie par un tollé d'indignation.

Un militant communiste est licencié pour avoir distribué des tracts contre la guerre. Yveton est guillotiné ; à part les communistes, personne n'en parle.

Aux endroits où les ouvriers nord-africains sont mélangés aux ouvriers français, il semble que la solidarité soit plus forte, surtout aux ateliers de fabrication et aux chaînes. Au contraire, dans les ateliers d'ouvriers qualifiés où les Nord-Africains sont peu nombreux et réduits à des travaux subalternes, l'hostilité est évidente.

La majorité du prolétariat nord-africain est un prolétariat nouvellement émigré, sans tradition prolétarienne. Anciens paysans pour la plupart, ils diffèrent par leur mode de vie et leurs coutumes du prolétariat français, les obstacles

auxquels se heurte le Nord-Africain nouvellement débarqué en France ne sont pas seulement des obstacles dûs au racisme de la bourgeoisie française, mais des obstacles bien plus profonds. Il entre dans un monde totalement différent du sien, un monde qui s'oppose à tout son héritage culturel et humain, un monde totalitaire qui ne peut rien accepter de sa personnalité. Sa lutte de ce fait sera double. Il devra lutter non seulement contre le capitalisme comme prolétaire exploité, mais contre une civilisation étrangère qui veut l'assimiler, et là, son combat sera mené contre l'ensemble de la société française le prolétariat compris.

Les liens humains qui unissent les ouvriers français sont d'une nature toute différente des liens qui unissent les populations nord-africaines. Le paysan algérien est habitué à ne s'opposer qu'à la nature ou aux autres communautés, mais non aux hommes de son entourage. La plupart du temps, il reconnaît l'autorité de ses chefs, mais c'est une autorité qui a des racines ancestrales, religieuses et familiales ; l'autorité du contremaître ou du flic est une autorité arbitraire et conventionnelle.

D'autre part, en France, les liens humains entre prolétaires sont superficiels : une fois le travail terminé, l'ouvrier français redevient un homme isolé. Nos rapports humains ont été remplacés souvent par des rapports hiérarchiques, ce qui les rend extrêmement durs. Qui de nous n'a pas un sobriquet péjoratif, qui de nous ne se fait pas insulter dans la journée, traiter d'« espingoin » s'il est espagnol, de « rital » s'il est italien ? L'esprit gouailleur du titi parisien est né de ces rapports cyniques, parfois cruels. Cette atmosphère est si étrangère au Nord-Africain qu'il se cantonne souvent dans le mutisme, qu'il évite d'adresser la parole aux Français. Les mots « crouille » ou « raton » sont pour lui les pires injures, qu'il pardonnera difficilement, et qui pourtant ne sont pas toujours le produit du racisme. Tous ces facteurs entraînent chez les Nord-Africains un refus de s'adapter qui ne fait qu'accentuer la séparation des deux prolétariats.

Un Nord-Africain à qui je demandais un jour s'il croyait vraiment que manger du cochon pouvait le damner, répondit qu'il ne le croyait pas, mais que jamais il n'enfreindrait les rites musulmans devant un Français. Ces rites étaient devenus pour lui une sorte de drapeau et de signe distinctif qui pouvait se résumer ainsi : les Français pillent notre pays et nous colonisent sous prétexte qu'ils ont une civilisation plus moderne que la nôtre. Ils nous traitent comme des parias, un peuple qui n'a rien et qui doit tout apprendre auprès de ses maîtres ; eh bien, nous, nous leur montrerons que nous avons une civilisation à nous, différente de la leur. Nous sommes un peuple qui a une personnalité. L'observation de ces rites religieux était pour lui un signe de cette personnalité.

L'ouvrier français a tendance de son côté à regarder avec un certain mépris le mode de vie que les Nord-Africains s'obstinent à conserver. Un ouvrier italien

ou balkanique, quand il entre en France, c'est avec ses traditions de prolétaire, qui sont sensiblement les mêmes que celles du Français. L'ouvrier français, s'il peut manifester une certaine sympathie aux Nord-Africains parce qu'ils sont eux aussi des exploités, est profondément choqué par leur refus d'adaptation. Un camarade disait qu'il avait rompu avec une famille de Nord-Africains le jour où cette famille avait marié sa fille : les rites du mariage, les préjugés des Algériens sur les femmes l'avaient révolté.

Les Nord-Aricains occupent des emplois subalternes. Très rares sont les professionnels. Dans les ateliers d'outillage, ils sont manœuvres ou O.S. Ils occupent les emplois les plus durs et les moins payés (fonderie, forges, bâtiment). Ainsi le travail ne les intègre pas obligatoirement au prolétariat français ; au contraire, auprès de nous ils sont encore des parias. Quitté l'usine, ils se retrouvent dans les mêmes quartiers ; ils ont leurs restaurants, leurs bistrotts, vivent dans les mêmes hôtels - souvent plusieurs dans la même chambre.

Le développement de la guerre avec son cortège d'atrocités réciproques ne fait qu'accentuer cette séparation. La propagande française et celle du F.L.N. peuvent y puiser leurs arguments et accentuer cette haine : l'aspect particulier d'une guerre de partisans, avec d'une part les méthodes policières et d'autre part un terrorisme aveugle, donne à cette lutte une empreinte de plus en plus nationale et lui enlève tout caractère de classe. Du reste, que ce soit d'un côté le F.L.N. et le M.N.A. ou de l'autre les syndicats ou les partis de « gauche » français, personne n'essaie de donner à cette lutte un caractère prolétarien.

Les organisations nord-africaines posent le problème uniquement sur le plan nationaliste : la nation algérienne libre et souveraine. Elles se placent sur le plan de la juridiction internationale, font appel à l'O.N.U., aux grandes puissances, au monde arabe. A part l'indépendance, aucune revendication sociale. Le prolétariat français, qui ne croit pas en son gouvernement et qui a une certaine méfiance vis-à-vis de ses chefs syndicaux et politiques, reporte cette méfiance et cette opposition sur les chefs politiques et militaires du mouvement algérien. L'émancipation du prolétariat nord-africain par l'indépendance nationale, en général il n'y croit pas. Quand le M.N.A. fait l'apologie du plan Eisenhower, quand le F.L.N. s'appuie sur Nasser, l'ouvrier français se méfie. Jamais ni le F.L.N. ni le M.N.A. ne s'adressent au prolétariat français.

De leur côté, les organisations françaises restent sur la même base nationaliste. La C.G.T., le P.C., la Nouvelle Gauche, brandissent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il s'agit souvent de convaincre la bourgeoisie de la non-rentabilité de cette guerre et de faire confiance à l'O.N.U. ou aux grandes puissances. Cette propagande n'a pas beaucoup de prise sur le prolétariat français. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'est-il pas en définitive le

droit des politiciens de la bourgeoisie à disposer de leur prolétariat ?

Quelle expérience les rappelés ont-ils tiré de cette guerre ?

Il est difficile de dégager des conclusions précises. Il semble que les six mois que les jeunes ouvriers ont passés en Afrique du Nord n'ont pas beaucoup modifié l'attitude du prolétariat français vis-à-vis de la guerre et des Nord-Africains. Les ouvriers qui ont été en Algérie n'ont pas été surpris par ce qu'ils ont vu. Ils ont constaté le sous-développement des Nord-Africains, qui n'aurait pu que les émouvoir si ceux qui étaient victimes de cette misère n'avaient pas en même temps représenté le danger permanent de l'ennemi. Il n'y a pas eu de choc psychologique ; avant de partir, le soldat avait été prévenu par la presse de ce qu'il allait voir. Il n'y a pas eu non plus de transformation radicale de l'ouvrier en véritable soldat. Ce qu'on lui demandait, c'était plutôt un acte de présence qu'une véritable guerre. A part les risques d'embuscade et les patrouilles, la campagne n'a pas été tellement différente d'une simple période militaire. La tactique du quadrillage et les tentatives de pacification lui ont donné un aspect qui rappelait par certains côtés la « drôle de guerre » de 1939, avec cette différence que le soldat français avait cette fois certains des privilèges de l'armée d'occupation.

Rares sont les rappelés qui sont revenus bouleversés par leurs six mois. La plupart en parlent comme d'une aventure qui les a sortis de leur routine. Très peu en gardent un mauvais souvenir. Le ressentiment du rappelé serait plutôt tourné vers l'armée. Combien de fois ne raconte-t-il pas amèrement qu'on lui interdisait de tirer, ou qu'il devait rendre des comptes sur le nombre de balles qui lui était attribué ? Il en conclut : « Nous n'avions pas le droit de nous défendre ». Quelle drôle de guerre qui interdit de tuer les ennemis - et les ennemis, c'était un peu tout le monde.

Un rappelé raconte qu'un jour ses camarades et lui avaient volé des oranges dans une propriété, en menaçant les gardiens musulmans de leur mitraillette. Il raconte cela comme un fait normal. « On était soldats, après tout », dit-il pour s'excuser. Il ne commença à s'indigner que lorsqu'un lieutenant, qui prenait sans doute la guerre au sérieux, fit distribuer les oranges aux enfants du village. Et de conclure : « C'était un vrai con ». Et de raconter comment les autres officiers se moquèrent du lieutenant. Ce rappelé est un bon ouvrier, un bon camarade, qui a l'estime de tous dans son atelier.

Sauf chez quelques militants communistes, la solidarité prolétarienne entre les rappelés et les Nord-Africains ne s'est pour ainsi dire jamais manifestée. Pourtant il serait faux de croire que l'ouvrier, parce qu'il a revêtu l'uniforme, a perdu toutes les réactions qui le caractérisent dans l'usine. Le rappelé s'est con-

duit comme un soldat envers les Nord-Africains, il s'est souvent conduit comme un ouvrier vis-à-vis de ses chefs. Il a emporté dans son paquetage le même mépris qu'il réserve à ceux qui sont chargés de l'opprimer dans le civil. Il a réagi contre la discipline de l'armée, mais comme cette discipline limitait aussi son pouvoir d'occupant, souvent il avait tendance à tout mettre dans le même sac, les Nord-Africains et le Haut Commandement. Certains vont jusqu'à leur reprocher une complicité tacite : « Tout ça, c'est un coup monté ». Même les plus crédules ne croyaient pas en leur mission pacificatrice ; quant au patriotisme, ils en étaient totalement dépourvus. Ce qui comptait surtout pour la plupart, c'était de passer les six mois le plus confortablement possible. « Dans notre compagnie, dit un rappelé, nous étions divisés en quatre groupes : les fainéants, les buveurs, les voleurs et les tueurs ». La seule sympathie qu'ils manifestaient pour leurs chefs était réservée à ceux qui, rappelés comme eux, enfreignaient les consignes et faisaient preuve du plus grand « je m'enfoutisme ». Ce qui domine surtout, c'est une réaction de soldat indiscipliné. La plupart sont partisans « de tout laisser tomber ». D'autres ajoutent : « Il n'y a qu'à tout foutre en l'air avant de partir ». D'autres vont encore plus loin : « Y a qu'à tous les tuer ».

Toutefois, pas un rappelé n'exprime la moindre solidarité avec les Européens d'Afrique du Nord. D'abord, la réaction du prolétaire exclut toute sympathie vis-à-vis des couches privilégiées ; ensuite la réaction du soldat d'occupation va jusqu'au bout de sa logique : l'Algérie, c'est la terre hostile, et ses habitants, tous ses habitants, des ennemis.

Les rappelés se sont sentis un peu trahis par leurs camarades ; après tout ce « battage » contre la guerre, ils sont tout de même partis. Quelques-uns en ont gardé une certaine rancœur. Un rappelé de retour a tout de suite demandé, gouguenard : « Alors, les gars, on fait toujours de l'action contre la guerre ? ». Un autre, ancien cégétiste, ajoutait : « Ils peuvent toujours venir me chercher pour faire quoi que ce soit ; c'est fini ». Non seulement celui-là reprochait aux communistes d'être partis, mais il leur reprochait aussi d'être avec les fellagha. Les communistes se plaignent de perdre beaucoup de militants dans cette guerre : « Quand ils reviennent, ils tournent leur veste », dit l'un d'eux, qui ajoute aussitôt : « Tout ça, c'est le fruit de la propagande bourgeoise ».

Les rappelés de juin 1956 n'étaient-ils donc pas les mêmes hommes que ceux qui reviennent aujourd'hui ? Jamais, peut-être, dans l'histoire d'une armée on n'avait assisté à un tel phénomène : les mobilisés refusaient de partir, se couchaient sur les rails, arrêtaient les trains, tiraient les sonnettes d'alarme. Partis de Nancy au cri de : « Lacoste au poteau », c'est souvent avec ce même cri qu'ils ont débarqué à Alger. On pouvait se demander si la France disposait en-

core d'une armée. Atteignant une telle intensité, le refus des soldats de s'en laisser conter traduisait un état d'esprit dont on aurait pensé, en d'autres temps, qu'il annonçait une révolution à bref délai.

Dans les usines aussi, les ouvriers s'agitaient. Il y eut des manifestations de masse à Grenoble, à Nantes, un peu partout. Une grande partie de la population était hostile à la guerre et le manifestait spontanément. Les députés de gauche qui s'étaient en janvier hissés au Parlement s'étaient appuyés sur cette hostilité. Des radicaux aux communistes, tout le monde semblait contre la guerre d'Algérie.

Mais si l'espoir de la population était basé sur les promesses des partis, les espoirs des partis de gauche étaient en réalité différents. Pour les radicaux et les socialistes, l'espoir c'était de former le gouvernement ; pour les communistes, c'était la perspective d'un Front Populaire avec les radicaux et les socialistes. Une fois élus, les partis suivirent la politique qui devait les mener à leurs propres buts. Les socialistes se chargèrent de continuer la guerre en Algérie. Ils demandèrent pour cela au Parlement des pouvoirs spéciaux. Et les communistes les votèrent.

Les ouvriers signaient des pétitions au moment où le gouvernement rappelait les classes. Beaucoup d'ouvriers obéirent quand même aux consignes de la C.G.T. ou du P.C. : il y eut des grèves symboliques, des rappelés furent accompagnés à la gare au son de *la Marseillaise*. Des cortèges pacifiques portèrent des pétitions aux maires, les maires les portèrent aux députés, les députés au gouvernement, mais sans plus. Le P.C. jouait le jeu parlementaire et ne voulait pas dépasser cette action. Les députés communistes semblaient tout d'un coup convaincus que le Parlement pourrait arrêter la guerre.

Pourtant, les ouvriers étaient prêts à agir. Chez Renault, une grande partie des travailleurs était disposée à lutter pour empêcher le départ de leurs camarades d'atelier. Mais les possibilités qui existaient incontestablement alors ont été minées, sabotées, finalement supprimées par l'attitude des organisations de « gauche ».

Le P.C. continue de proclamer qu'il veut « la paix en Algérie ». La paix en Algérie, mais comment ? Pendant des mois, il a fait signer des pétitions. Mais depuis quand les pétitions peuvent-elles arrêter une guerre ? Cette politique n'eut pas seulement pour conséquence de lasser les militants les plus combattifs ; elle permit d'attirer les ouvriers les moins combattifs, ceux qui ne voulaient rien faire d'autre que tranquilliser leur conscience. Le P.C. en arriva du reste à utiliser ce phénomène comme argument. Aux ouvriers combattifs, il opposait l'apathie des autres : « Vous êtes pour des actions énergiques, d'accord, mais les ouvriers ne sont pas prêts à de telles actions ». Il traitait les plus acharnés d' « aventuristes », en insistant en particulier sur les risques que courait le

parti dans cette situation.

C'est seulement quand les possibilités d'action eurent diminué avec le temps, quand les éléments combattifs eux-mêmes se furent lassés, quand les jeunes furent rappelés en Algérie, que certains militants communistes reprochèrent aux ouvriers de ne pas avoir agi de façon plus énergique, de ne pas avoir systématisé des actions telles que celles qui eurent lieu à Nantes ou à Grenoble.

Si le P.C. peut jouer ce jeu, c'est qu'en fait il a un double visage : l'action parlementaire de ses députés constitue son lien avec la bourgeoisie et les autres partis de gauche ; l'action de ses meilleurs militants constitue son lien avec le prolétariat. Tandis que la première est légale, la deuxième est clandestine et limitée. Mais les quelques emprisonnés communistes dans cette affaire sont devenus, pour le Parti, des instruments de propagande bien plus efficaces auprès de la classe ouvrière que n'importe quelle déclaration parlementaire.

La guerre a suivi son cours. Alors, les espérances sont tombées. Ceux à qui on donne un fusil tirent : « Il faut bien se défendre ». A quoi s'accrocher, à quelles espérances ? La seule qui reste, c'est « la quille ».

Les indécis se font une raison. La guerre d'Algérie, ce n'est pas la guerre de 1914-1918 ou de 39-45. Les pertes sont relativement faibles. Il faut patienter ; on a la quasi-certitude de rentrer chez soi au bout de six mois. Il est possible aussi que le commandement ait tenu compte de l'état d'esprit manifesté par les rappelés en France. Les « coups durs », la répression ont été généralement confiés aux paras, à la Légion, à des régiments plus dociles. Une grande partie des troupes a été surtout utilisée pour « faire masse », en particulier dans les villes, sans participer activement aux opérations.

Et puis, il y a l'engrenage de la guerre. Emboîtant le pas, certains le font avec allégresse. Un ouvrier rappelé explique comment, lui, aussi, bien qu'il soit hostile à la guerre, il a été gagné par le militarisme : « Nous avons été canardés ; eh bien, le commandant a dû nous retenir. Nous voulions tous aller déloger les fellagha dans la montagne ». Il ajoute, un peu consterné : « Même moi, j'étais décidé à aller me battre. Je ne sais pas pourquoi ». Un autre raconte qu'un tel avait été muté dans sa compagnie : « Il prétendait avoir été « viré » parce qu'il chantait trop *l'Internationale* ». Quelques jours plus tard, avec un de ses camarades, ce révolutionnaire convaincu organisait le viol d'une musulmane dans une mechta.

Il y a quelques mois on disait : « Il faut faire quelque chose » et même : « On ne partira pas ». On dit à présent : « Il faut attendre que ça finisse ».

Depuis la fin de la guerre, les ouvriers travaillant en équipe n'ont qu'une demi-heure payée pour casser la croûte. La disposition des cantines et leur nombre restreint font que, pratiquement, ces ouvriers doivent manger en un quart d'heure. Tout d'abord le temps de se rendre à la cantine la plus proche peut s'élever à plus de 5 minutes pour les ateliers les plus éloignés. Puis il faut attendre les plats. Les quelques serveuses ont beau courir et se démener, il n'en reste pas moins que l'attente peut encore aller jusqu'à 5 minutes. Ensuite il faut attendre encore pour payer, puis prévoir assez de temps pour être à l'heure à l'atelier. Dans la plupart des coins, la discipline était assez lâche et beaucoup d'ouvriers se lavaient les mains et partaient avant l'heure, pour revenir souvent après le coup de klaxon. Mais, en février, la Direction a fait apposer des affiches interdisant formellement aux ouvriers de quitter leur travail avant l'heure. Elle donna des consignes aux chefs d'atelier et fit poster des gardiens dans tous les coins de l'usine pour veiller à ce que ces ordres soient respectés. Il était cependant difficile de faire perdre leurs habitudes aux ouvriers qui considéraient les 5 ou 10 minutes prises en supplément comme des avantages définitivement acquis, et, au début, la simple affiche de la Direction ne changea pratiquement rien à ces habitudes. Beaucoup d'entre nous se firent attraper par les gardiens et récidivèrent. Nous avons d'abord bénéficié de la complicité tacite d'une bonne partie de la maîtrise, mais, après de nombreux avertissements, nous avons dû nous conformer aux décisions de la Direction sous peine de nous voir congédier.

Que faire ? Accepter ? Courir manger en un quart d'heure, courir de nouveau pour regagner nos machines, avec la crainte qu'une minute de retard nous fasse perdre notre emploi ? Cette situation, nous l'acceptions dans la mesure où nous pensions que la réglementation n'était que temporaire, ou que peu à peu nous réussirions à tromper la vigilance des gardiens. Mais cet espoir ne se réalisait pas et les syndicats s'emparèrent de l'affaire. Un matin, un tract de la C.G.T. fut distribué, invitant les ouvriers des chaînes de moteur U5 et V5 à prendre un quart d'heure supplémentaire pour le casse-croûte, le lendemain vendredi. Le quart d'heure de grève fut un succès pour les deux départements en question. Quant aux autres secteurs, ils ne bougèrent pas : la majorité des ouvriers ignorait l'initiative prise dans ces deux départements ; d'autres, bien qu'étant au courant, n'osaient pas se lancer dans une action qui avait été présentée comme limitée.

Le lundi, un tract F.O. invitait pour le lendemain les ouvriers travaillant en équipe du matin à débrayer un quart d'heure avant l'heure de sortie et ceux de l'équipe du soir à commencer un quart d'heure après la reprise normale. La revendication des trois quarts d'heure de casse-croûte semblait prendre de l'extension. Mais pourquoi la grève F.O. était-elle lancée quelques jours après celle de la C.G.T. ? Pourquoi le mot d'ordre était-il différent ? Nous sentions tout d'un coup qu'on se servait de notre mécontentement pour alimenter la rivalité C.G.T. et F.O. Les discussions roulèrent alors sur le terrain : doit-on faire grève pour F.O. ou pour la C.G.T. ? Le vrai problème de la revendication s'estompait déjà.

On discuta aussi pour savoir s'il était plus juste de débrayer après le travail ou après le casse-croûte. L'absence totale de discussion préalable des mots d'ordre des syndicats, sous prétexte d'efficacité, loin d'empêcher les controverses, ne faisait que les accentuer. Beaucoup refusaient de participer parce qu'il s'agissait simplement de points de détail, mais la raison fondamentale de leur refus, c'était qu'on les mettait devant une alternative où ils n'avaient plus qu'à répondre par oui ou par non, par un débrayage ou par une abstention. Alors que si on les avait consultés au préalable, la plupart auraient accepté de se plier à la majorité, ne serait-ce que par simple esprit de camaraderie.

Le mardi matin, des tracts C.G.T. et F.O. nous annoncèrent que la direction avait accepté la revendication. Chacune de ces centrales revendiquait, bien entendu, les honneurs de la victoire. En réalité la victoire était bien mince et ne méritait pas tant de fierté. On apprit ensuite qu'on nous accordait bien dix minutes supplémentaires pour le casse-croûte, mais que ces dix minutes ne seraient pas défalquées sur la production. Nous gagnions dix minutes pour manger, mais nous devrions travailler plus vite pour les rattraper. Pour beaucoup, cela revenait simplement à légaliser ce qui se passe depuis dix ans dans l'usine.

La grève des transports est venue se greffer quelques jours plus tard sur cette agitation. La grève de l'administration provoque au fond toujours chez nous une certaine admiration. Les postiers, les cheminots, qu'ils soient de Nantes ou de Marseille, ou perdus dans un petit pays, se mettent tous en grève en même temps. Notre situation à nous est bien différente. Sans parler même d'une grève de toute la métallurgie, nous sommes incapables de coordonner des mouvements seulement dans l'usine. Il est arrivé que nous apprenions au bout de huit jours que tel atelier était en grève. Il nous est aussi arrivé de ne pas le savoir du tout. Qui peut coordonner ? Les syndicats ? Et si les syndicats refusent ? Neuf fois sur dix, les syndicats refusent. Même les délégués ignorent le plus souvent ce que fait leur syndicat dans l'atelier d'à côté. Combien de fois m'est-il arrivé d'informer moi-même notre délégué des décisions de son propre syndicat dans

les départements voisins, soit parce que le hasard plaçait sur ma route de telles informations, soit parce que mes amis m'en parlaient.

Le dernier jour de la grève des transports, un tract C.G.T. invite les autres organisations syndicales à se réunir à 10 heures pour décider une action commune. Cette action, c'est de débrayer une heure. Les revendications proposées par la C.G.T. sont : augmentation de 30 frs de l'heure, une prime de vacance de 30.000 frs, puis viennent les revendications qui sont servies régulièrement dans tous les tracts et tous les programmes depuis de nombreuses années, comme, par exemple, celle des 40 heures payées 48.

Cette proposition est accueillie soit avec hostilité, soit avec indifférence, et dans le meilleur des cas avec méfiance : « C'est tous ensemble qu'il faudrait s'y mettre ». La plupart ajoutent : « Et puis, ce n'est pas une heure qu'il faudrait débrayer, mais en mettre un bon coup une fois pour toutes ». Même les militants communistes sont sceptiques, certains cégétistes franchement hostiles. « Pourquoi ne nous fait-on pas faire grève tous en même temps ? Maintenant que la grève des transports est presque finie, la métallurgie se réveille. C'est le bordel. »

D'autres au contraire rejettent toute la responsabilité de ce désordre sur la mentalité des ouvriers : « Ça ne marchera pas, on n'est pas encore assez malheureux. »

Un meeting, place Nationale, à 12 h. 30, devait nous rendre compte de l'entrevue intersyndicale. Le meeting eut lieu mais il n'y avait pas eu entrevue. En l'absence d'une unité syndicale, la C.G.T., qui réalise toujours ses objectifs, en a fabriqué une de toutes pièces. Dans tel département on a trouvé un ouvrier F.O., dans un autre un ouvrier C.F.T.C., qui ont consenti à apposer leur signature au bas d'un tract d'atelier ou de département invitant leurs camarades à débrayer, ou, si cela n'était pas possible, à réaliser leur unité d'action. Au meeting, G. Linet n'eut plus qu'à énumérer les départements où les militants C.G.T. avaient fait leur boulot. C'est ce qu'il appela l'unité à la base. De retour dans les ateliers, beaucoup d'ouvriers ne savaient plus très bien que penser, les uns disant que les organisations syndicales étaient toutes d'accord pour débrayer, d'autres le contraire. Nous « qui travaillions en équipe n'étions pas plus avancés. Pourtant la majorité était plutôt sceptique sur l'unité et le débrayage : « On nous fait le coup trop souvent ».

Notre délégué a fini par aller s'informer. Il resurgit tout d'un coup, une pile de tracts sous son bras, qu'il se mit à distribuer fiévreusement. Puis il alla vite se réfugier à sa machine, surveillant la réaction des gars avec inquiétude, et sans doute satisfait d'avoir fait son boulot.

Nous apprenons par le tract que notre département a lui aussi réalisé l'unité d'action à la base. Le texte, signé des deux délégués C.G.T. et d'un ouvrier

C.F.T.C., nous informe également que notre volonté est de débrayer une heure.

Cela suscite pas mal de discussions et le délégué finit par s'approcher des groupes. On demande des explications :

- C'est toute l'usine, ou bien simplement notre département ?

Réponse du délégué :

- C'est toute l'usine.

- Pourquoi le tract n'est-il adressé qu'à notre département ?

Réponse du délégué :

- Chaque département prend l'initiative de la grève, mais ça se fait dans tous les départements.

Je montre un tract de la C.F.T.C. qui, lui, n'est pas partisan d'une action généralisée dans l'usine.

Un cégétiste donne alors une autre version de la chose :

- Ça se fait dans chaque département où l'atmosphère est favorable à la grève. Les copains ont demandé aux ouvriers, et là où ils sont d'accord, on a lancé le mot d'ordre.

- Dans notre atelier, on ne nous a rien demandé, et pourtant voilà un tract qui dit qu'on est pour un débrayage.

- A toi, on a pas demandé, on s'excuse, mais aux autres, on a demandé hier.

- Pourquoi n'avez-vous pas fait de réunion dans l'atelier à l'heure du déjeuner ?

Réponse évasive : « Oui, on aurait dû le faire mais on n'y a pas pensé. »

- Si on nous avait demandé, on ne se serait pas prononcé pour une grève par départements, mais pour une grève dans toute l'usine.

- Oui, d'accord, mais c'est trop tard, maintenant.

Malgré tout, quelques cégétistes ou sympathisants semblent décidés à la grève.

Nous, qui travaillons en équipe, devrions débrayer à 13 h. 30. Mais c'est chaque fois le même problème, le même malaise : doit-on débrayer même si l'on sait que c'est aller à un échec ? Certains sont d'accord avec le mot d'ordre de la C.G.T., ils l'affirment du moins, mais je sais qu'ils ne débrayeront pas. Ils se disent d'accord avec le syndicat, parce qu'ils savent qu'il est fort. Ils ne débrayeront pas, parce qu'ils ne veulent pas être dans la minorité qui brave la maîtrise. Ils seront toujours là où le rapport de force est favorable. N'y aurait-il pas de noyau de cégétistes militants autour d'eux qu'ils ne se seraient même pas posé le problème de débrayer.

Je ne suis pas d'accord, mais je débrayerai, je le sais aussi. N'y aurait-il pas la maîtrise, qui se plante au milieu de l'allée pour épier nos gestes, assister au spectacle de notre division et de notre écrasement, qu'au dernier moment je serais resté à ma machine. Mais cette scène, où nous sommes les acteurs et le

chef d'atelier et le contremaître les deux seuls spectateurs impassibles, fait définitivement pencher la balance. N'est-il pas assez pénible d'être battu, faut-il encore être nargué ?

- Reste donc à ta bécane, tu es fou, les cégétistes ne débrayeront même pas.

J'essaie d'expliquer.

- Supposez que les ouvriers débrayent dans les autres départements. Nous ne le savons pas, mais cela pourrait se faire. Une chance sur mille. Je joue cette chance, comme aux courses.

- Moi, je sais, dit un ouvrier. La grève est un échec. Et pour mieux me le confirmer, il me montre un cégétiste qui s'agite fébrilement en faveur de la grève et ajoute : « Tiens, moi, je débrayerai après lui. Comme ça, je suis tranquille, je n'aurai pas à bouger ».

On me reproche mon manque de lucidité politique : c'est une mauvaise tactique que de se plier à ces mots d'ordre absurdes. J'ai envie de foutre le camp.

Un tract de la C.G.T. annoncera triomphalement, le lendemain, le succès du mouvement. Ce n'est qu'un commencement, proclame-t-il. Combien y a-t-il eu de commencements comme celui-ci, qui n'ont jamais abouti nulle part, sauf dans la lassitude et le découragement des ouvriers ? *L'Huma* compte 4.000 grévistes. Y en a-t-il eu seulement 500 ? Multiplient-ils les chiffres par 10 ou par 100 ? On ne peut même pas se baser sur une logique mathématique du mensonge. C'est le bla-bla-bla continu, toujours le même. Le tract dit que c'est un commencement, que la direction a peur, etc... Pourquoi l'ont-ils même imprimé, ce tract, tout le monde savait ce qu'ils diraient.

Le lendemain, à l'atelier, nous épilignons sur cet échec. Trois communistes ont débrayé, sans doute parce que je l'avais fait moi-même et qu'ils craignaient qu'on ne leur reproche leur abstention. Je plaisante :

- Je ne savais pas avoir tant d'influence sur les communistes.

Mais ceux qui ont débrayé se font en général engueuler. Les temps ont changé. On ne croit plus aux héros.

Beaucoup ont pourtant des idées concrètes sur la façon d'organiser une grève.

- Il faudrait dire ce que tu dis à toute l'usine. Il faudrait que ça se sache.

- Comment ?

- Pourquoi ne ferait-on pas un bulletin d'atelier, où tous ceux qui veulent dire quelque chose au sujet de l'action revendicative le diraient ? Communistes ou pas communistes, F.O. ou rien du tout, on s'en fout. Mais que ceux qui ont des idées les expriment.

J'explique que c'est réalisable et que c'est en effet le seul moyen de rompre notre isolement.

Certains sont enthousiastes :

- On peut proposer ça à la cellule, voir ce qu'ils en pensent.

J'expose l'idée à la cellule, en l'espèce deux militants communistes. Ils m'écoutent tête baissée, l'air gêné. Ils soupçonnent une manœuvre, c'est évident.

- Dans votre tract, vous demandez que l'unité se réalise dans chaque atelier. L'édition d'un bulletin d'atelier est une solution.

- Oui, peut-être...

Ils ne peuvent pas avoir d'opinion avant d'en avoir référé à leur chef. Eux aussi ont fait la séparation entre la propagande des tracts, la politique du parti et la réalité. Ce sont les points d'un triangle imaginaire, mais ces points ne sont pas reliés entre eux et c'est pourquoi il n'y a pas en fait de triangle.

Qu'en fonction de la « propagande » les tracts ou les journaux du parti ne disent pas la vérité, cela n'était admis au début, peut-être, que par une petite couche de politiciens « ouvriers », mais peu à peu cette idée s'est étendue. Aujourd'hui, elle a gagné toutes les sphères du prolétariat. Les militants communistes croient de moins en moins en leurs journaux. Beaucoup n'osent plus dire : « C'est vrai, je l'ai lu dans *L'Huma* ». Il n'est pas rare en revanche, d'entendre un militant appuyer son argumentation par une phrase du genre : « D'ailleurs, les journaux bourgeois l'ont écrit ». On a pu ainsi constater que des journaux bourgeois avaient provoqué un certain écho au sujet de la guerre d'Algérie. Les témoignages de J.J. Servan-Schreiber et de J. Muller ont non seulement franchi les murs de l'usine, mais ils ont été crus.

Mais, exception faite de ces témoignages, la suspicion s'étend en général à tout ce qui est écrit, à toute information. Quand on demande : « Où as-tu vu cela ? » La seule réponse : « Je l'ai lu » ou « Je l'ai vu au cinéma », risque de provoquer l'hilarité. « Ah ! si tu crois ce que tu lis... » La presse, la radio, le cinéma, tous les moyens d'information mentent.

Pourtant, la méthode du mensonge systématique, bien qu'elle ait fait à la longue faillite, n'en a pas moins laissé une trace. On ne croit pas à la propagande, mais certains croient qu'il faut obligatoirement mentir pour faire de la propagande. Le mensonge est devenu pour beaucoup le principe élémentaire de la politique. Cela provoque à la fois chez nous un dégoût profond pour la politique et une certaine indulgence pour le mensonge.

Les mots même en ont perdu leur sens. Les injures sont utilisées tellement souvent qu'elles ont perdu toute signification. Dans une discussion, on dit : « Tu es un fasciste », comme on dirait : « Tu es stupide ». Pour beaucoup, un fasciste, c'est celui qui n'est pas d'accord avec un communiste, rien de plus.

Je demande à D., un délégué C.G.T. apparemment honnête, des nouvelles d'un de nos amis connu comme opposant de gauche.

- Est-il malade ?

- Malade ! Il s'est dégonflé de venir pour ne pas faire la grève.

Il s'agissait en réalité d'une grève d'un quart d'heure et notre ami était absent depuis quatre jours. Venait-il à l'idée de D. que son camarade de travail, qu'il connaissait depuis plusieurs années, préférerait manquer quatre jours plutôt que de faire un quart d'heure de grève ? Non, mais il ne cherchait pas à dire la vérité ; il faisait de la propagande.

J'étais donc venu avec ma proposition : il fallait rédiger ce bulletin, faire ce que les syndicats ne font pas, nous informer, nous exprimer, créer une liaison entre nous. Tout cela était bien louable et l'on m'approuvait, mais n'étais-je pas, moi aussi, un marchand comme les autres ? Peut-être plus malin que les autres. Quel piège recouvrait ma proposition ? Ce bulletin, il faudrait le défendre contre les accusations qui s'abattaient sur lui, et puis, de la défense, on passerait à l'attaque et le bulletin retomberait, un jour ou l'autre, dans les polémiques, il toucherait lui aussi, inévitablement, à la politique. La même ornière. Vouloir faire entendre sa voix, cela revient à nier que les forces syndicales puissent le faire correctement, à dénigrer les fonctions actuelles des délégués, à nier les organes représentatifs des ouvriers, la démocratie syndicale et celle du pays... En un mot, c'est devenir des diviseurs de la classe ouvrière.

Pourtant, que de choses pourraient être imprimées ! Les idées de 80 % des ouvriers sont le bon sens même. Mais faire déborder le bon sens des limites de nos rapports personnels représente pour le moment un effort trop grand.

Les dernières élections de la Mutuelle Renault en ont été un exemple frappant. L'abstention massive a été interprétée par les organismes officiels comme la conséquence du vote par correspondance. Car si les abstentions sont moins élevées aux élections des délégués du personnel, où l'on vote dans les ateliers pendant les heures de travail, c'est peut-être que l'existence d'un prétexte pour arrêter sa machine en fait courir aux urnes beaucoup qui, normalement, s'abstiendraient.

Après cela, allez, si vous voulez, reprocher à la classe ouvrière son manque de civisme. Mais quel civisme lui demande-t-on ? Plébisciter une fois l'an un syndicat et rien de plus. Plébisciter des organismes incontrôlables. Plébisciter des délégués embrigadés aussi étroitement que des ecclésiastiques. Ce manque de civisme, ce nihilisme, c'est à la suite du mensonge systématique qu'il est apparu depuis quelques années et nous n'avons pas à en rougir.

L'année passée, une grève symbolique d'une heure, qui était lancée par tous les syndicats, avait rassemblé la quasi-totalité des ouvriers. Malgré la faiblesse de cette action, le résultat fut surprenant. Le lundi, lorsque nous nous sommes tous retrouvés, il nous semblait avoir assisté à un grand événement. « Tout le

monde a débrayé ». Ce mot revenait sur toutes les lèvres. Cette heure de grève était l'événement le plus heureux auquel nous ayons assisté depuis longtemps. Nous nous serrions la main sans arrière-pensée. Les vieilles animosités s'étaient subitement évanouies. Nous étions heureux de pouvoir tous, pour une fois, partager une même joie. Cette joie, c'était notre force, c'était notre propre confiance en nous-mêmes. Nous rendions-nous compte de tout ce qu'il nous était possible de réaliser dans une telle circonstance ? Certainement pas. Mais nous savions tous qu'il nous était possible de réaliser des choses extraordinaires. Il suffit d'avoir vécu un seul de ces moments pour comprendre tout ce que pouvait changer la réalisation de notre unité.

C'est un thème qui hante nos discussions, celui de notre désunion : « Tant que les syndicats ne seront pas unis, il n'y aura rien à faire ». Or, surtout depuis les événements de Hongrie, les communistes se trouvent pratiquement isolés. Seule la gauche de la C.G.T., les éléments qui ont refusé de se compromettre dans l'affaire hongroise conservent un certain crédit. Cette minorité a pu faire ces derniers temps, avec des éléments chrétiens, une propagande efficace contre les atrocités d'Algérie et a obtenu des résultats que Linet n'aurait pas pu avoir. Entre ces deux courants, la majorité des ouvriers, cette troisième force inerte, pose un problème de plus en plus important. Les jeunes générations quittent l'arène de ce combat intersyndical. Cette lutte n'est plus que la manifestation des luttes internes de la bureaucratie. Le combat a beau se durcir, la majorité en a assez de ces chicanes épuisantes auxquelles elle a plus ou moins participé autrefois. La lutte entre les syndicats a pris un petit air vieillot : elle tend de plus en plus à ressembler à la lutte entre cléricaux et anticléricaux : Peppone contre Don Camillo. On en rit plutôt.

La lutte pour l'unité de la classe ouvrière présente donc un double aspect. Il s'agit de concilier à la fois les courants antagonistes et la masse des indifférents. Ce sont bien deux problèmes distincts : croire que réaliser l'unité entre les bureaucraties syndicales amènera automatiquement les masses dans le bercail du mouvement syndical est aussi illusoire que de croire qu'un mouvement de masse puisse effacer définitivement les différends entre les bureaucraties syndicales.

La C.G.T. a beau se démener, l'unité qu'elle proclame ne peut s'obtenir qu'au prix de concessions, et aux bureaucraties concurrentes et aux masses des indifférents. Ces concessions, ce sont des concessions politiques aux uns et des concessions démocratiques aux autres. Mais si les communistes acceptent de démocratiser leurs méthodes, ne verront-ils pas s'exprimer tout un tas de griefs de la part des ouvriers de la base, qui risquent même de mettre en question la ligne politique du syndicat ? Démocratiser, c'est risquer de voir les indifférents

se joindre à un raz-de-marée de reproches, c'est risquer de voir l'appareil s'écrouler comme un château de cartes. Démocratiser, c'est courir un risque peut-être plus grand que de se durcir. Alors ?...

Quant au syndicalisme anti-communiste, dans cette perspective, que devient-il ? Son anti-stalinisme n'est plus une raison sociale suffisante. Les syndicats F.O. ou indépendants essaient de s'adapter au rôle que la société capitaliste moderne exige du syndicalisme. Ils essaient d'imiter leurs homologues anglais, américains ou allemands, mais avec cette différence que, comparés à eux, ils ne sont que des lilliputiens. C'est par leur intermédiaire que les patrons ou le gouvernement font des concessions à la classe ouvrière ; ils sont reçus par la Direction ; ils assument les fonctions d'avocat des ouvriers : si on veut réussir un essai, si on veut être embauché ou éviter un licenciement, c'est chez eux qu'il faut sonner. Mais ils vont encore plus loin. Chez Renault, F.O. est devenu le syndicat patronal par excellence. Si on obtient des augmentations de 1 % tous les trois mois, les dirigeants F.O. peuvent dire que c'est grâce aux accords qu'ils ont signés avec la Direction. Le patronat a trouvé des « interlocuteurs valables » : ils représentent les catégories les plus disciplinées, les ouvriers les plus sages.

La C.G.T. continue, elle, de frapper sur la table, mais elle n'effarouche plus la Direction comme il y a quelques années. Malgré ses voix, la C.G.T. est aussi faible que les autres syndicats. La Direction peut licencier des délégués, refuser de recevoir les représentants élus par 60 % du personnel, la C.G.T. ne peut que verser des larmes et se lamenter. Son syndicalisme d'action est mort. Alors elle oscille entre deux positions. Elle essaye tantôt de jouer le jeu des autres syndicats, d'entrer dans la foire paternaliste de la Direction, et tantôt de jouer au syndicat révolutionnaire de la masse. Mais ces deux politiques ne vont pas ensemble. Elle refuse de signer les accords de septembre 1955, mais quelques mois plus tard change de position et demande à les parapher. La Direction refuse. La C.G.T. s'indigne, mais son indignation n'émeut plus personne. En voulant jouer sur deux tableaux elle ne gagne sur aucun.

Avant l'élection du 7 mai, on répand des tracts dans les rues avoisinantes de l'usine. Les syndicats se dénoncent les uns les autres.

F.O. ne cherche qu'à donner des garanties d'anti-communisme. Un de ses tracts annonce triomphalement qu'elle a voté le licenciement des quelques ouvriers qui, à Flins, s'étaient battus contre les jaunes. La guerre d'Algérie est justifiée, dit-elle, car Moscou soutient les fellagha. Elle rejette la responsabilité de la crise économique sur la Russie et sur l'Égypte.

Le S.I.R. nous annonce que les ouvriers ont remporté, en 1956, grâce à la politique de leur syndicat, plus de victoires qu'en 1936.

Quant à la C.G.T., elle énumère toutes les revendications qu'elle a eu l'audace de formuler. Dans notre atelier, ce tract en cite vingt-quatre. Elles portent pour la plupart sur le travail. Exemple : demande de la pose d'une soufflette, meilleure qualité des chiffons, etc. Certaines sont humoristiques : demande de définition du terme « absence justifiée » pour l'attribution des primes trimestrielles. D'autres sont des revendications purement patronales. Celle-ci, par exemple : ouverture du magasin X jusqu'à 22 h. 30 le samedi. Le délégué demande donc à la Direction que les magasiniers travaillant en équipe viennent le samedi soir faire des heures supplémentaires, bien que les intéressés y soient franchement hostiles. Ce qui n'empêche d'ailleurs pas le tract de revendiquer, quelques lignes plus loin, le retour aux 40 heures.

Tous les syndicats sont d'accord pour recommander de ne pas s'abstenir.

Que vont faire les ouvriers ? En général, les ouvriers n'osent pas avouer qu'ils voteront pour tel ou tel syndicat. Ils affichent au contraire leur scepticisme. Les militants n'osent pas faire de propagande orale. La plupart semblent étrangers à cette bataille. Ils attaquent les autres syndicats, mais défendent rarement le leur.

Y aura-t-il beaucoup d'abstentions ? En écoutant ce qui se dit dans les ateliers, on pourrait le croire. Ce qui se passe dans la réalité est pourtant différent. Si la sympathie envers les syndicats est en général faible, par contre l'antipathie à l'égard de certaines centrales est, la plupart du temps, très vive. Bien souvent, on vote pour un syndicat uniquement par antipathie pour l'autre. D'autre part, la bataille électorale a conservé son caractère de compétition, on s'y passionne un peu comme aux courses. N'oublions pas, en outre, que le temps passé aux urnes nous est rétribué : si l'élection avait lieu un dimanche, au bureau de mairie, le pourcentage des abstentions serait énorme.

Enfin le vote proprement dit comporte une mise en scène qui confère une certaine dignité aux électeurs. C'est le seul moment dans l'usine où nous nous sentons devenir quelqu'un, la seule fois dans l'année où on nous demande notre opinion. Ne pas voter ou voter blanc n'est-ce pas refuser ce droit à la dignité ?

Quoi qu'il en soit, si jadis la plupart des ouvriers ne prenaient qu'un bulletin et le mettaient directement dans l'urne devant tous leurs camarades, aujourd'hui chacun s'enferme dans l'isoloir.

La C.F.T.C. et la C.G.T. lancèrent pour le 17 mai un mot d'ordre : grève de deux heures. Le moment, comme l'année précédente, était judicieusement choisi. C'était un vendredi - le dernier jour de travail - en fin d'après-midi : la

grève allait coïncider avec la volonté de ceux qui choisissent la fin de semaine pour prendre une heure ou deux à leur compte afin de vaquer à leurs propres affaires.

Cette fois, la grève fut précédée d'un référendum. Les ouvriers devaient se prononcer par oui ou par non. La majorité se prononça pour.

M., un cégétiste, m'apostrophe :

- Il y en a qui se considèrent sans doute comme trop payés : ils ne veulent pas faire grève. Il y en a d'autres qui ne répondent même pas au référendum.

J'explique que je n'ai aucune confiance en ceux qui organisent le référendum. Ce qu'il aurait fallu faire, c'est une réunion d'atelier pour que tous, nous puissions nous expliquer et élire un comité de préparation à la grève. Si on fait cela dans toute l'usine, on peut connaître en une journée l'opinion de tous. Il ne s'agit pas de demander aux ouvriers de répondre à un mot d'ordre d'action par oui ou par non. Il faut que ce soit eux qui décident l'action. J'ajoute que si ce système démocratique était réalisé, il n'y aurait pas de grève de deux heures, mais une grève généralisée à l'ensemble de l'usine, car tel est l'avis de la majorité.

M. soutient que les ouvriers ne savent pas ce qu'ils veulent. Ils sont lâches, ils se dégonfleront : « Ton système ne les changera pas »,

- Pourquoi n'essaye-t-on pas ? Ça a déjà existé et ça a marché.

Bien que jeune, M. a déjà la nostalgie du passé :

- Ah oui, avant, ça marchait, mais tout marchait alors. Les gars, ils en avaient dans le ventre, mais maintenant... Puis M. me regarde dans les yeux : Tu sais pas ce qu'il faudrait ? Une équipe de gars avec des triques, et le premier qui refuse de débrayer, on lui en met un bon coup. Après, tu verrais comme ça marcherait...

La disproportion entre la revendication et l'action proposée était flagrante. Allait-on obtenir 30 francs d'augmentation de l'heure avec deux heures de grève ? Paradoxalement, ce furent les plus timorés, les moins combattifs, qui s'accrochèrent à l'idée de la grève. Ils voulaient montrer qu'ils n'étaient pas des jaunes, mais au prix d'une démonstration qui ne risque pas de coûter trop cher. Ils furent les plus ardents à critiquer ceux qui contestaient l'efficacité de l'action.

La grève donnait au moins un espoir, celui de l'unité. Deux syndicats s'étaient associés : allait-on voir enfin se réaliser ce rêve ? Non, F.O. et le S.I.R. refusèrent de participer. Bien plus, le 17 au matin, un tract F.O. fut distribué, dans lequel il était demandé aux ouvriers de ne pas débrayer. Toute une partie était réservée à des injures contre la C.G.T., où les événements de Budapest revenaient comme l'argument essentiel. Des critiques plus douces étaient faites à

la C.F.T.C dont la faute était de s'allier à la C.G.T. Puis F.O. affirmant que la Direction allait augmenter la prime a de bilan. Le reste du tract était une condamnation pure et simple de la grève comme moyen d'action dans la période présente. Une partie des ouvriers indifférents à la grève fut en revanche révoltée par le ton de ce tract. Comment F.O. connaissait-elle les décisions de la Direction ? Pourquoi condamnait-elle une grève revendicatrice avec les mêmes arguments qu'aura pu donner la Direction ? Beaucoup décidèrent de faire grève « rien que pour emmerder F.O. ».

A part les bureaux, où la grève fut un échec, l'usine presque tout entière a débrayé. Chacun finit donc sa semaine deux heures plus tôt que coutume, le cœur allègre, et certains la conscience chaude d'avoir une action peu compromettante à leur palmarès d'ouvrier.

Pendant les deux heures où il ne restait plus qu'une poignée d'ouvriers dans notre atelier, l'ancien délégué F.O., socialiste notoire, passa lui aussi à l'action : il recouvrit les murs d'affichettes de son parti et de son syndicat, insultant le P.C. et la C.G.T. à propos de Budapest.

«Dreyfus mouille», disaient le lendemain certains ouvrier en se frappant la poitrine avec des airs de héros, comme si leurs deux heures de grève étaient une médaille. A part cela, ceux qui prétendaient obtenir une augmentation de salaire déchantèrent vite. On nous annonça que nous aurions seulement une prime de bilan légèrement supérieure à celle de l'année dernière, bien que l'augmentation de la production et des bénéfices soit considérable.

Tout est rentré dans l'ordre. Les syndicats ont applaudi bien fort cette grève, la C.G.T. continue sa propagande et lance des invitations à F.O. pour l'unité. Que doit penser M., qui est pour la trique ? Il se tait. Je lui montre un tract C.G.T., destiné aux cadres et à la maîtrise, où on demande à ces derniers de soutenir la grève « dans la mesure de leur possible ». Il sourit, gêné. Va-t-il falloir aussi la trique pour la maîtrise qui ne débraye pas ?

Le mois de mai a eu sa grève d'avertissement comme l'année précédente. Les syndicats ont manifesté leur existence. Tous les rouages semblent bien huilés dans leur routine et leur inefficacité. Maintenant, les trois semaines de congé payé sont presque à notre portée, et bien rares sont ceux qui consentiraient à les compromettre par une nouvelle revendication.

COMMENT ON FAIT ECHOUER UNE GREVE

A la rentrée des vacances, les ouvriers se sont retrouvés dans une situation pire qu'avant leur départ. « Ça ne peut plus durer. Il faut que ça éclate un jour ». Les ouvriers invoquaient bien l'aide de leurs organisation de classe, mais un peu comme les noirs américains invoquent le Seigneur pour soutenir leur misère. Ils ajoutaient quelquefois : « Qu'est-ce qu'ils foutent, les syndicats ? On n'entend plus parler d'eux ? » ou encore : « C'est le moment qu'ils agissent ».

Les syndicats se sont d'abord tus. Puis l'invocation a semblé les toucher. Alors, la grande machine s'est mise en branle. Elle a répété comme un écho : « Il y en a assez.. Engageons la lutte pour les salaires. »

Ça a débuté fin septembre. F.O. a lancé subitement son ordre de grève de quatre heures pour le 28. On s'attendait à tout, sauf à ça. Le syndicat F.O. est en effet considéré, non pas comme le syndicat le plus modéré, mais comme celui qui n'hésite pas à défendre ouvertement la Direction ou le gouvernement. Son mot d'ordre apparut donc comme une manœuvre louche. Certains allaient jusqu'à prétendre qu'«il s'agissait d'une diversion pour créer la pagaille ». Mais le lendemain, la C.G.T. s'associait à la grève. Encore une fois, stupéfaction : « Comment la C.G.T. ne voit-elle pas la manœuvre ? » Mais, si F.O. fait une manœuvre, la C.G.T. n'en fait-elle pas une aussi ? Les discussions vont bon train. Le lendemain, après que la C.G.T. et la C.F.T.C. se sont rencontrées, un nouveau tract est lancé et ces deux syndicats ne proposent plus quatre heures de grève avec F.O., mais seulement deux pour ce même jour. C'est la consternation. Personne ne reconnaît là sa propre volonté : F.O. est pour 7 % d'augmentation, la C.F.T.C., au départ, soutenait une revendication de 10 % d'augmentation et la C.G.T. 40 francs pour tous. Mais, en une soirée, les revendications de ces deux dernières centrales se sont transformées : elles ont adopté une revendication commune de 30 francs minimum pour tous (ce qui évite de se prononcer sur le problème de la hiérarchie) et d'une prime de vie chère.

Le désaccord entre les positions des syndicats et ce que voulaient les ouvriers était évident. Pourquoi un tel désaccord existait-il ? Pour le comprendre, il suffit d'examiner comment s'opère la liaison entre les ouvriers et les syndicats. Pour les syndicats, la conscience des ouvriers se manifeste seulement par leur combativité, et le rôle des responsables syndicaux dans les ateliers est de mesu-

rer cette combativité ; si cette combativité est faible et si les syndicats en ont un besoin urgent pour appliquer leur tactique du moment, ils essaient de la gonfler par la propagande. L'état-major ou les états-majors (par exemple, chez Renault, il existe six syndicats) se servent de cette combativité selon leur propre objectif. Il arrive ainsi qu'ils utilisent ce mécontentement pour combattre les organisations syndicales concurrentes ; il s'agit uniquement pour eux d'utiliser ce potentiel de combativité, comme les industriels utilisent l'énergie électrique ou la force de travail.

Mais quand un ouvrier dit : « Il y en a marre, il faudrait faire grève », cela ne veut pas dire : « Je suis prêt à suivre n'importe quelle organisation qui lancera n'importe quelle revendication ». Il veut une certaine marchandise ; si on lui en propose une autre, il se méfie, regimbe et finalement la refuse. Seuls les charlatans pourraient l'accuser d'inconstance.

On assiste là à un dialogue de sourds. Comment le syndicat entend-il la voix de l'ouvrier et comment y répond-il ? Le syndicat entend la voix de l'ouvrier par l'intermédiaire des militants syndicaux qui la transmettent aux responsables. Quand elle a franchi toutes les chicanes de la hiérarchie bureaucratique et qu'elle parvient aux instances suprêmes de l'appareil, cette voix est méconnaissable. Les responsables syndicaux ou les militants actifs ne sont qu'une petite minorité avec des idées bien arrêtées ; or, ce sont souvent eux qui donnent une certaine interprétation à ce que veulent les ouvriers.

Cette tendance est considérablement accentuée par la division syndicale. Ainsi, toute volonté des ouvriers qui se manifesterait à l'encontre du syndicat sera considérée par les militants de cette organisation comme le résultat de l'influence des organisations adverses : beaucoup de militants syndicaux considèrent en effet que les ouvriers n'ont aucune idée en dehors de celles que leur inculquent leurs organisations politiques ou syndicales.

Dans un tel système, toute tentative d'information objective fera automatiquement suspecter l'informateur. Pour un militant, avouer à ses chefs que les ouvriers avec qui il travaille ne partagent pas ses opinions est un aveu de faiblesse, une preuve qu'il n'est pas un bon militant et « ne sait pas s'y prendre ». Le responsable syndical, pour se faire valoir auprès de ses chefs, a donc tendance à déformer les faits. Pour des raisons inverses, vis-à-vis de ses camarades, il a également tendance à mentir et à persuader que l'organisation syndicale est d'accord avec ce qu'ils pensent.

En réalité, c'est le syndicat qui impose ses mots d'ordre et qui les fait exécuter. A cette fin, il met à la disposition des militants des quantités de tracts, leur

enseigne des tas de combines, et les plus appréciés seront ceux qui seront les plus habiles à utiliser tout ce bric-à-brac. L'important est de faire exécuter coûte que coûte les ordres de la direction syndicale, soit par la ruse, soit par la persuasion, soit, dans certains cas, par la violence - exactement comme un contremaître fait exécuter les ordres du patron.

Malgré l'irritation des ouvriers pendant la semaine, le 27 septembre, la grande majorité débraya deux heures le vendredi soir. « Après tout, ce n'est pas la mer à boire, même si Ton est persuadé que ça ne sert à rien ». F.O., au dernier moment, avait troqué ses quatre heures de grève contre les deux heures des autres organisations ; ainsi l'unité syndicale semblait être réalisée.

Après le succès de la grève du 27 septembre, une autre grève, de quatre heures cette fois, fut lancée par la C.G.T. et la C.F.T.C. pour le 3 octobre. Au départ, même réaction hostile des ouvriers : une grève d'avertissement de plus, une grève de nouveau sans perspective, ce n'était pas ce qu'on attendait. Pourtant, encore une fois, la grève réussit.

La cohésion entre les syndicats et les ouvriers n'était qu'apparente, elle cachait la divergence de leurs points de vue et cette divergence n'allait pas tarder à se manifester. Malheureusement, elle s'est manifestée juste au moment où les mots d'ordre des syndicats rejoignaient le plus les idées des ouvriers. Que s'est-il donc passé ? La position antérieure des syndicats avait sans doute porté ses fruits : les ouvriers se sont méfiés et n'ont plus voulu suivre. Telle est du moins une des explications de l'échec de la grève du 25 octobre 1957, qui fut pourtant présentée comme une grève générale.

Avant cette journée du 25 octobre, quelques faibles tentatives d'action de la part des ouvriers avaient eu lieu. Ce n'est évidemment pas un hasard si une de ces tentatives se fit dans l'atelier où je travaille ; cela veut tout simplement dire que dans les endroits où les ouvriers peuvent s'appuyer sur des camarades organisés et qui mettent leur organisation à leur disposition, les tentatives peuvent aller plus loin qu'ailleurs.

De leur machine, des ouvriers m'ont fait signe de venir :

« Nous sommes tous d'accord pour une grève générale avec occupation d'usine... » R. s'étend sur les détails : « On se précipite aussitôt pour barricader les portes. On prend les grands chefs comme otages, etc... ». Mes camarades veulent démarrer le jour même. « On débraye, on part dans les autres ateliers, les autres nous suivent. C'est comme ça que ça paye : le reste, c'est de la connerie. »

La seule objection c'est qu'il n'est pas du tout dit que les autres nous suivront. Les gars sont méfiants ; que penseront-ils en nous voyant ? Ils croiront

peut-être que c'est un syndicat quelconque qui fait une manœuvre. Le grand problème est celui de notre coordination, et c'est celui-là que nous devons résoudre. « Il faut réunir les gars des autres ateliers pour savoir ce qu'ils pensent et, si l'on est tous d'accord, lancer un appel à la grève générale dans toutes les usines. »

Ma proposition semble un peu compliquée. Les camarades sont d'accord sur le principe, mais les problèmes de la préparation du mouvement les placent devant des questions nouvelles. D'habitude, ce sont les syndicats qui s'occupent de tout cela. Pour moi, je suis obsédé par la perspective d'un échec. En discutant plus à fond avec les autres, je m'aperçois que cette crainte est aussi la leur. En fin de compte, nous décidons de nous réunir à 13 heures et de faire un débrayage pour organiser une discussion entre nous. Nous sommes un noyau de partisans de l'action, et il suffit maintenant d'en convaincre les autres. Les communistes, bien que certains se soient déclarés d'accord verbalement, commencent à prendre leurs précautions. L'un d'eux affirme qu'il ne débrayera pas. Devant notre attitude, les durs du Parti opposent, en général, le mur de l'indifférence. Ils interprètent cette initiative comme une manœuvre de ma part et se refusent à considérer que ce sont les ouvriers, dont certains sont des cégétistes, qui ont préconisé la chose. Ils sont hostiles à des réunions qu'ils ne sont pas sûrs de contrôler et craignent que certains en profitent pour épancher leur cœur et dire ce qu'ils pensent des syndicats. Enfin, ils ne savent jamais très bien quelle attitude prendre devant des problèmes nouveaux. Ils ont peur de se laisser entraîner dans des positions qui pourraient être condamnées par le Parti.

A 13 heures, comme prévu, nous nous réunissons. Les uns viennent à la suite des autres, certains hésitent, puis quittent enfin leur machine. La majorité a débrayé, entraînant avec elle beaucoup de ceux qui avaient refusé de faire grève les deux dernières fois. Quelques durs du Parti rejoignent, les derniers, le lieu de réunion. Nous exprimons notre désir d'organiser un mouvement généralisé. Comment ? Nous essayons d'y répondre.

Pendant ce temps, la maîtrise rôde, mais se tient à distance de notre groupe. Enfin le chef d'atelier, suivi d'un contremaître, s'approche. Quelques ouvriers regagnent aussitôt leur machine comme des moineaux à l'approche d'un chien. Encouragé par cet effet, le chef d'atelier nous interpelle.

- Regagnez votre place. Vous savez que ce que vous faites est interdit.

Nous le savons, mais nous sommes décidés à dire ce que nous avons à dire. Aussi, ces sommations restant inefficaces, le chef repart-il faire son rapport.

En terminant notre réunion, nous décidons de lancer un tract dans l'usine

pour appeler à une large confrontation de tous les ouvriers et à la constitution des comités de grève par atelier ; nous proposons que ces comités lancent un appel à la grève générale. Les durs du Parti, muets pendant toute la réunion, sont restés jusqu'à la fin. Cependant, le lendemain, ils distribueront un tract de la C.G.T. désavouant pratiquement ce que nous avons décidé de faire la veille et se prononçant en définitive pour les grèves tournantes par département et par secteurs de l'usine « afin de déjouer les manœuvres de toutes sortes ». Leur tract dénoncera «notre manœuvre», mais en des termes si confus qu'ils seront inintelligibles pour la plupart.

Quant à notre propre projet de tract, il est approuvé par tous les ouvriers, à l'exception des jaunes et des communistes.

Si dans les périodes calmes les communistes arrivent à s'appuyer sur les éléments les plus dynamiques en rejetant la responsabilité de leur impuissance sur les autres, nous constatons qu'à chaque occasion où les ouvriers manifestent une certaine autonomie et veulent faire quelque chose par eux-mêmes, les communistes s'appuient sans vergogne sur les éléments les plus rétrogrades.

J'ai rédigé le projet de tract avec le souci de refléter l'opinion de mes camarades. Une fois écrit, on me dit que j'ai bien fait mon boulot. Mais qui va le distribuer ? Qui va parler à la réunion que nous convoquons ? On me regarde un peu étonné, comme si je posais une question idiote.

- On ira, naturellement...
- Mais qui ?
- Euh... Moi, j'habite en banlieue.

Tout le monde a une excuse. On me regarde et je vois que tout le monde m'a délégué. C'est moi qui devrai encore distribuer 10.000 tracts à toutes les portes de l'usine.

Dans l'atelier d'à-côté, un ouvrier qui n'est pas syndiqué a pris l'initiative de réunir tout l'atelier pour faire un grand « débrayage ». Ses camarades de travail étaient d'accord avec lui, mais, à la réunion qu'il avait organisée, quand les cégétistes l'ont accusé d'être un anarchiste (c'était peut-être bien la première fois qu'il entendait ce mot), quand la maîtrise est venue « mettre de l'ordre » dans l'atelier, il ne s'est plus trouvé personne pour le défendre. Tous les gars sont restés muets. Ils ont trouvé les forces auxquelles ils s'opposaient trop puissantes pour les combattre. Ils étaient seuls, sans organisation, sans rien. Maintenant, quand on va voir cet ouvrier à sa place, il sourit et dit : « C'est fini. Je ne m'occupe plus de rien ». Le 25 octobre, il refusera de débrayer.

Quelques jours plus tard, le contremaître est venu me chercher à ma machine pour me conduire dans le bureau du chef de département. Comme je lui demande la raison de ce voyage, il me répond qu'il ne sait pas, puis, avec un sourire complice : « Vous devez vous en douter. »

Peut-être est-il plutôt de mon côté : « Les gens qui ne font pas de mécanique n'ont pas d'ennuis », dit-il en soupirant. Il regrette que j'en aie. Nous avons des ennuis qu'il met sur le même plan ; lui, pour nous faire produire, nous, pour nous défendre contre la production. Aujourd'hui, on lui demande de faire le flic ; il en est gêné et préférerait sans doute vider les latrines.

Quand nous arrivons, les chefs sont là, assis, qui nous attendent. Le chef de département préside, en complet, l'air jovial, le sourire facile. Les autres, en blouse, l'air tendu, les pieds cachés sous la banquette.

« Ah, vraiment vous ne savez pas pourquoi vous êtes ici ? » Cela les fait sourire.

C'est un tribunal. Mes chefs font fonction d'avocat général, le chef de département de président.

Inculpé d'avoir fait grève ? Mais la grève est reconnue dans la Constitution, elle est légale. Alors, inculpé de quoi ? Inculpé d'avoir voulu faire une grève semblable à celles que nous ont apprises cent années de mouvement ouvrier, inculpé pour m'être servi des méthodes de nos pères et des générations d'ouvriers qui se sont battus avant nous.

Mon seul droit d'ouvrier était de faire la grève prévue par la Constitution. La seule grève autorisée est celle que permettent les patrons. Nous avons le droit de faire grève, oui ; mais nous n'avons pas le droit d'occuper l'usine, car cela ce n'est plus faire grève, c'est « porter atteinte à la liberté du travail ». Nous avons le droit de grève ; mais les Accords Renault, signés par les syndicats, stipulent, je l'ai déjà dit, qu'il faut prévenir la Direction huit jours avant de la déclencher. Nous avons le droit de faire grève ; mais tout rassemblement dans l'atelier ou l'usine est interdit. Nous avons juste le droit de cesser le travail et de partir tout droit chez nous, car même dans la rue la loi de l'usine nous poursuit : les rassemblements sont dispersés par les cars de police ; les noms des ouvriers qui se font rafler en distribuant des tracts ou en participant à ces rassemblements sont communiqués par le commissariat à la direction de l'usine qui se charge du reste ; et combien d'ouvriers ont-ils été renvoyés pour absence non justifiée, pendant qu'ils croupissaient sur les banquettes du commissariat de Boulogne ?

Notre grève, on nous la permet à condition que nous fassions tout pour qu'elle échoue. Pour faire grève, il faut rester chez soi. La Direction peut en-

suite à son gré nous convoquer individuellement et nous licencier si nous ne répondons pas.

Ma seule défense est de demander pourquoi on m'inculpe seul. Je n'étais pas plus fautif que les autres. Mes chefs voulaient un responsable et ils en ont trouvé un. Eux, les chefs de l'ordre, moi, le chef de la rébellion. Les autres ouvriers ? Des manœuvres, des pauvres types qui se sont laissés bernier par moi comme ils se laissent bernier par eux dans d'autres circonstances. Leur vision de notre monde n'est que la projection du leur.

Mais le mécanisme est tout de même plus complexe ; pour le comprendre, il faut faire une intrusion dans l'organisation du travail de l'usine. Si la production s'arrête dans un atelier, le responsable de l'atelier doit en informer ses chefs. Il doit en plus donner les causes de cette perturbation. C'est donc lui qui juge l'accident, comme il juge les causes mécaniques de la panne de machine. Mais si, pour une machine en panne, il s'informe auprès des ouvriers qui sont sur la machine ou du mécanicien, pour une grève, il juge ce qui l'arrange le mieux. Une fois son jugement déterminé, il doit le soutenir devant ses supérieurs. Le chef de département, lui, se pose comme un juge impartial. Les embêtements qu'a son subordonné dans son atelier ne le touchent qu'indirectement. Il peut se permettre plus d'objectivité ; aussi est-il moins honni que le chef, qui est en contact direct avec les ouvriers.

Lorsque je nie l'interprétation de mon chef, je mets en cause l'objectivité de son jugement devant son supérieur. Le contremaître se tourne vers moi et, avec un sourire bon enfant, me conseille d'avouer et de dire la même chose qu'eux. Je lis dans ses yeux une espèce d'imploration : « Allons, voyons, en niant vous nous mettez dans une fâcheuse situation. Nous passons pour des menteurs devant notre chef. Ayez un peu de compréhension ». Mais je m'obstine à ne pas manifester ma solidarité pour ceux qui m'ont traîné dans ce bureau.

Alors, ils essaient de m'écraser avec des faits. On appelle un témoin. C'est le chef d'équipe. Mais le chef d'équipe n'a rien vu. Il ignore tout. Il rougit, mais on a beau lui tendre tous les pièges, il n'a rien vu, il ne sait rien, ou plutôt il sait une chose, c'est que ses réponses seront jugées par tous les ouvriers de l'atelier, et pour le moment, il a plus peur de ce jugement que de celui de ses chefs. Une idée plane derrière tout cet interrogatoire, une idée qui domine tout : « Vous êtes un chef d'équipe pour voir et savoir. Si vous ne voyez pas, vous ne faites pas votre travail. » Peut-être lui fera-t-on payer un jour son silence d'aujourd'hui.

Bénéficiant du doute, j'échappe au licenciement, mais on me gratifie de deux jours de mise à pied et d'un dernier avertissement avant le renvoi définitif.

Tout les licenciements du monde n'auront jamais autant de poids que l'accueil de mes camarades dans mon atelier. Ils veulent me défendre. Tous nos différends sont oubliés. Un bloc est là, prêt à me protéger. Je me sens tout d'un coup le fils, l'enfant que les adultes de la tribu veulent sauver. La vendetta souffle dans l'air.

Pour faire rapporter la sanction, ils ont fait une pétition, ils ont été en délégation, ils ont cherché le chef de département et ne l'ont pas trouvé. Ils sont revenus, puis repartis. Ils sont allés à une vingtaine envahir le bureau du chef d'atelier. Ils ne l'ont pas trouvé. A une demi-douzaine, ils ont cherché dans les labyrinthes des bureaux. Enfin ils ont trouvé un bureau et un responsable, et ils ont dit ce qu'ils avaient à dire. Des anonymes se sont levés et ont parlé, mais les responsables ne pouvaient plus rien, d'abord parce qu'ils n'étaient pas les vrais responsables, et ensuite parce que la sanction était prise et qu'il était trop tard. Alors, les pièces de 100 francs sont tombées dans une petite boîte en plastique. Des anonymes ont versé, ils ont payé mes deux jours de leur poche. Qui ? Tous, la tribu. Ils m'ont versé presque le double de ce que j'avais perdu et ils se sont excusés de ne faire que ça. G. a engueulé les autres parce qu'ils n'ont pas tout cassé, qu'ils n'ont pas frappé sur la table du chef de département. Il leur a dit : « Vous êtes des salopes ». A moi, il a dit : « Nous n'avons pu faire que ça ».

La grève du 25 a été un échec. Nous l'avons constaté dès le matin, quand nos maigres piquets de grève ont été submergés par le flot des ouvriers qui se pressaient pour aller travailler.

Nous sommes restés là, interrogeant du regard ceux qui passaient.

A côté de moi, B., militant communiste, trépigne : « Pourtant, maintenant, c'est général. Avant, ils disaient : ce n'est pas général, on ne débraye pas. Mais maintenant ils ne débrayaient pas non plus ». B. a beau retourner tout ça dans sa tête, il n'y comprend plus rien du tout.

- Ils manquent de conscience, dit mon ami le Vietnamien, en parlant des O.S. Ils ne sont pas éduqués. Il suffit que la maîtrise se montre pour qu'ils se dégonflent.

Je fais remarquer :

- Le manque de conscience n'explique rien. Pourquoi aurions-nous plus de conscience qu'eux ? Non, ce n'est pas ça. L'O.S. travaille comme un cinglé toute la journée sur la chaîne. Il ne peut même pas discuter avec le gars qui est

à dix mètres de lui. Il ne le connaît même pas, c'est un solitaire dans la caserne. Quand il y a une action, c'est un ouvrier tout seul, ou deux ou trois, qui décident de ce qu'ils doivent faire ; leur horizon est limité. Chez nous, les professionnels, c'est différent. Nous pouvons nous voir plus facilement. Nous sommes plus liés entre nous, le nombre des copains est plus grand, les confrontations et les contacts plus riches. Eux, ils n'ont pas de temps en dehors de leur travail absurde.

- Même pour pisser, intervient mon ami, il faut attendre des fois une heure, et quand il y en a un qui reste trop longtemps aux W.C. il se fait engueuler par les autres. Nous n'avons qu'un remplaçant pour toute l'équipe.

- Oui, mais il y a encore plus. La Direction sélectionne les gars qui travaillent sur les chaînes. Un type qui débraye trop souvent est éliminé. Il y a pas mal de gars qui viennent tout droit de la campagne. Eux, ils ne sont pas au courant, ils ne savent pas se défendre comme ceux qui sont là depuis longtemps. Il y a aussi pas mal d'étrangers nouvellement débarqués qui ne connaissent pas un mot de français. Il est difficile de créer une entente dans une telle situation. Nous, c'est différent, à l'outillage, on est là depuis plusieurs années, on se connaît, on est solidaires les uns des autres. Chez nous, quand il y en a un qui a des ennuis, les autres tentent de lui venir en aide.

Non seulement les contacts sont difficiles à réaliser, mais la Direction a accentué ce climat de division. Dans une même chaîne, il est rare que deux ouvriers gagnent le même salaire. Chaque poste a son prix, ce qui ne manque pas de faire des jaloux et de créer des animosités, d'autant qu'un gars qui serre des boulons est aussi capable de visser des vis ou d'enfiler les engrenages : c'est un coup de main que l'on prend facilement. La promotion n'est donc pas tellement une question de capacité.

Dans ces conditions, pour que l'ouvrier gagne 10 francs de plus que son voisin, il ne suffit pas qu'il soit capable de faire plus, car tous sont capables de faire plus, mais il faut qu'il se débrouille pour conquérir le poste. Comment conquérir des postes ? « En faisant du lèche-botte », répondent tous les gars. Tout le monde sait que la promotion des O.S. passe par le fayotage.

A tout cela il faut encore ajouter le système hiérarchisé de la chaîne qui est différent de celui des ateliers d'outillage. Le régleur est celui qui sait tout faire. Il est capable de dépanner n'importe qui ; il est en contact permanent avec les ouvriers et est censé les connaître. La maîtrise n'hésite pas à utiliser ces contacts. On le questionne sur les capacités manuelles des autres, on passe aux capacités intellectuelles, puis à la mentalité, et le régleur se trouve souvent acculé à faire un simple rapport de police. Pour faciliter sa tâche, on lui fait, à lui aussi, miroiter la promotion. Chaque fois qu'une grève se prépare, on le convoque

pour le persuader de ne pas débrayer et pour qu'il convainque à son tour les ouvriers. Le régleur est aussi soumis à toutes sortes de pressions de la Direction, et s'il refuse de s'y soumettre, il risque sa place.

Voilà le monde de la chaîne. Nous avons parlé de tout cela devant les grilles de la rue Emile-Zola, mais ce dont nous avons évité de parler, c'est de l'autre cause de l'échec : la cause politique.

B. s'indigne toujours : « Pourtant, ce n'est pas politique, cette fois. C'est pour le bifteck ». Mais ce même B. qui est aujourd'hui à mes côtés, B. militant communiste acharné, ne refusait-il pas de débrayer la semaine passée dans notre atelier, sous prétexte que ce n'était pas la C.G.T. qui organisait le débrayage et la discussion ?

Et D., lui aussi militant dévoué corps et âme au Parti, dévoué aux mots d'ordre jusqu'à en perdre le sommeil, toujours le premier dans les coups durs, pourquoi la semaine passée se déclarait-il hostile à un mouvement général ? Et pourquoi aujourd'hui dit-il le contraire ? Peut-être ceux qui passent actuellement devant nous, pressés de rejoindre leur machine, ne comprennent-ils pas non plus toutes les volte-face et la tactique du syndicat.

Quel pouvoir les ouvriers ont-ils sur ces monceaux de tracts rédigés, sur ces consignes lancées ? A force d'être considérés comme de simples soldats par les syndicats, beaucoup ont pris l'habitude de limiter leur activité à une alternative : suivre ou ne pas suivre les ordres. Ils ont fait deux heures de grève une fois, quatre heures quinze jours plus tard. C'était pour préparer des actions plus vastes, disaient les organisations syndicales. En fait, les ouvriers n'ont rien préparé du tout, ils ont suivi. Cette fois, ils refusent de suivre.

Où peuvent-ils reconnaître leur mouvement ? Qu'ont-ils fait pour le déterminer ? Qu'a-t-on fait pour qu'ils participent à cette détermination ? Rien. On les a ignorés pendant toutes les discussions et les tractations ; on pense à eux uniquement pour les appeler à soutenir les décisions des autres. Pour beaucoup, ne pas débrayer sera une sorte de vengeance muette contre ces méthodes.

Quand nous irons à 10 heures assister au meeting organisé par la C.G.T. et la C.F.T.C., ce que diront les orateurs n'aura aucune importance, aucun intérêt. L'auditoire écoutera une fois de plus, sans passion, les mêmes histoires et les mêmes mensonges : « 60 % de grévistes chez Renault, et certains ouvriers qui sont dans les ateliers ont décidé de repartir chez eux », dit Linet. Nous savons tous que ce n'est pas vrai.

De ces échecs on peut tirer quelques leçons. D'abord il s'est avéré que les méthodes bureaucratiques dans le déclenchement de ces grèves ont fait faillite. Les bureaucraties syndicales ont beau lancer leurs ordres, ces ordres ne sont

plus appliqués dès qu'ils arrivent aux ouvriers. Ils ne le sont pas toujours quand ils arrivent aux militants et parfois même les délégués restent sourds. Le responsable syndical se contente de distribuer un tract à la porte de l'usine pour transmettre l'ordre aux ouvriers. Il donne son tract comme un naufragé lance une bouteille à la mer. Il doit penser qu'avec un peu de chance l'ordre sera suivi et que sinon, tant pis, le hasard n'aura pas bien fait les choses. A la loterie de la grève, on aura pris le mauvais numéro.

Pourtant, dans différents ateliers, les ouvriers avaient débrayé presque unanimement. C'est qu'on y avait employé une arme bien plus efficace que la trique. Certains d'entre nous s'étaient ingénies à réveiller l'esprit critique et à redonner à nos camarades le sens de leur responsabilité. L'arme redoutable que nous avons tenté d'introduire partout, c'était la discussion, la critique des ordres des organisations syndicales. Et cela n'avait pas créé la division entre les ouvriers, mais bien au contraire ressoudé leur unité. Nous étions donc arrivés à une conclusion qui peut paraître paradoxale à tous ceux qui portent aux nues le crétinisme bureaucratique. Cette conclusion peut s'exprimer ainsi : *pour qu'un ordre puisse avoir la chance d'être exécuté, il doit passer par le crible de la critique des ouvriers*. Les ordres qui ont été les plus critiqués ont souvent été les plus suivis. Combien d'ouvriers hostiles à la grève a-t-on vu se ranger à l'opinion de la majorité des autres, simplement parce qu'ils avaient pu, dans des assemblées exprimer librement leur pensée à leurs camarades.

On nous a demandé : « Mais vous, quelles victoires avez-vous remportées ? »

Certes, nous n'avons rien obtenu, c'est-à-dire rien de plus que les organisations syndicales. Nous n'avons même pas pu exhiber d'accords conclus avec la Direction. Nous estimons cependant avoir remporté quelques succès bien plus prometteurs que tous les pourcentages d'augmentation. Nous avons obtenu que dans certains ateliers les ouvriers s'expriment. Nous avons brisé quelques routines, introduit des méthodes de lutte authentiquement prolétariennes et, en premier lieu, la démocratie ouvrière. Partout où nous avons pu le faire, nous ne craignons pas d'affirmer qu'il s'agit d'un grand progrès. Car ce n'est que par de telles méthodes que dans l'avenir les ouvriers pourront obtenir de véritables victoires.

Un grand événement se prépare. On va peut-être changer de Constitution et de République. On en parlera dans les manuels d'histoire qu'étudieront nos petits-enfants. Le *Petit Larousse* y consacrerait quelques lignes. C'est nous, soi-disant, qui allons provoquer tout cela par nos votes, et pourtant les travailleurs ont l'air de s'en foutre. Peut-être manquons-nous de préparation pour jouer ce grand rôle ? Non, les distributeurs de tracts sont à leur place ; tous les murs sont transformés en panneaux d'affichage, tous les papiers qui s'impriment parlent du Oui et du Non. Mais, malgré tout, personne ne réussit à passionner la majorité des travailleurs, qui adoptent l'attitude de spectateurs sceptiques. Dans les ateliers, l'atmosphère est calme.

On dit que, dans une chaîne, des colleurs de Oui se sont bagarrés avec des colleurs de Non, mais c'est l'exception. En général, les colleurs n'en viennent guère aux mains. Exemple, cet atelier, où l'unique colleur de Oui - socialiste minoritaire mais discipliné au parti - ne fait pas trop mauvais ménage avec les colleurs de Non communistes. Ils se serrent la main et se parlent. Mais ils ont des procédés différents pour le collage. Si les Non pratiquent publiquement, le Oui par contre colle à la sauvette et en évitant de se faire remarquer. En revanche, si des Non grattent un Oui, si le Oui gratte un Non, c'est selon la même méthode, c'est-à-dire en douce.

Les meetings pour le Non se succèdent place Nationale sans attirer beaucoup de monde (sauf celui où Depreux et Claude Bourdet prennent la parole). Quant aux Oui, ils n'osent pas encore tenir de réunions publiques. Toute la propagande se concentre sur le référendum. Des journaux font une soudaine apparition chez Renault, par exemple *Le Réveil des Locataires* qui nous est distribué un peu partout dans l'usine. Personne n'est étonné d'apprendre que la Fédération des Locataires est pour le Non. Des tracts gaullistes sont jetés des voitures la nuit, des journaux de la C.G.T. et des cellules du P.C. sont distribués aux portes et jonchent le sol.

Puis c'est le coup de théâtre des 80% de Oui. Coup de théâtre qui continue à laisser froide la majorité. Bien sûr, on en parle, mais du bout des lèvres, comme un aristocrate parlerait des immondices. On cherche qui devrait pavoiser, cette majorité de la nation et du « monde du travail », mais elle ne se manifeste nulle part. Peut-être Un tel, en train de sourire derrière sa machine célèbre-t-il sa victoire, il se peut aussi que sa joie ait une toute autre origine : il n'a pas fait que voter, dimanche.

J'entends : « C'était pas la peine de se faire casser la gueule pour la République. Elle est morte à présent ». Et de rire. Pourtant, il y a trois semaines, après la manifestation du 4 septembre, ceux qui avaient raconté les bagarres avaient intéressé les copains. Tout le monde était indigné contre les flics. Aujourd'hui, ni indignation, ni joie : l'indifférence. Ceux qui ont voté Oui, lorsqu'ils sont interrogés, testent souvent muets sur les motifs de leur geste. Les ouvriers évitent de parler du référendum et de la situation politique dès que des gens avec qui ils ne sont pas d'accord sont présents. Des conversations s'arrêtent net. On ne veut pas risquer de se brouiller pour une divergence politique : ça n'en vaut pas la peine. Je m'avance, je tends la main. On fuit mon regard. Je me fais timide, j'essaie d'approcher ceux qui parlent en me promettant de ne pas intervenir, de ne rien dire. Mais non, décidément, je ne saurai rien ou pas grand'chose. Où est le temps où la moindre discussion politique déchaînait les passions et les insultes ?

Enfin, un événement vient secouer un peu l'indifférence. Il ne s'agit, hélas, que de la mort d'un pape, suivie de toute la séquelle des louanges et des cérémonies abondamment commentées par les journaux et la radio. On s'attendrait presque, après le Oui et le Non, à voir des colleurs afficher Pape. Enfin, on peut se détendre à bon marché et renouer les contacts sans risquer de s'engueuler ou simplement de choquer son voisin. On charrie les successeurs de Saint-Pierre.

Les revendications ouvrières sont oubliées depuis quelque temps. Quelques-uns trouvent bien l'occasion de le reprocher aux syndicats. « Ils parlent tous de politique, mais nos salaires, il les ont oubliés ». Pour beaucoup c'est seulement une occasion de rouspéter, car ce n'est évidemment pas le tract qui leur dira que les salaires sont trop bas qui les réconciliera avec la politique syndicale. Mais ceux-là mêmes qui reprochent aux syndicats de ne pas faire leur boulot ne sont pas prêts pour autant à se lancer dans une action quelconque. Si les syndicats le leurs proposaient, ils seraient les premiers à rétorquer que ce n'est pas le moment. Il faudrait augmenter nos salaires. Bien sûr. Il faudrait en finir avec la hausse des prix. Evidemment. Mais de Gaulle, les colonels d'Algérie, l'armada de flics, ont leur mot à dire dans l'histoire, et nous lancer dans des actions en oubliant cela est impossible. Tout le monde le sait : la politique générale écrase tous les problèmes revendicatifs.

On feuillette le journal pour voir où ont eu lieu les grèves. Quelques petits débrayages dans des chantiers, dans de petites industries, dans des coins perdus. Presque rien, en tout cas rien dans les grands centres, rien dans les nœuds vitaux de l'économie. Les travailleurs doivent y être comme ici, aussi écrasés par les problèmes généraux. Il y a un an, les ouvriers de Nantes avaient refusé

de se lancer encore une fois seuls dans la bagarre. Ils disaient que le problème des salaires était un problème national, lié à la politique du pays et que, seuls, ils étaient battus d'avance. Aujourd'hui, ce raisonnement est celui de la majorité des travailleurs. C'est dans cet état d'esprit que les événements du 13 mai nous ont surpris et la crise n'a fait que renforcer cette opinion. Depuis 1953, les travailleurs, malgré quelques tentatives, n'avaient pas réussi à coordonner leur action, à passer outre les directives syndicales, à refuser les grèves tournantes. Allaient-ils avoir au mois de mai la force non seulement de coordonner leur action mais aussi de poser leurs véritables intérêts de classe en face du choix entre la IVe et la Ve République ?

Ils n'ont pas agi. Mais la grande masse a voté et une bonne partie de cette masse a voté pour de Gaulle. Incapables d'imposer leur propre solution, beaucoup d'ouvriers ont pratiqué la politique du balancier. Abandonnant ce qui les a déçus (les parlementaires de la IVe), ils se sont tournés vers d'autres. Il n'est pas vrai, comme le prétend la droite, que les ouvriers ont plébiscité sa politique algérienne ou une sorte de fascisme. Non, les ouvriers qui ont voté Oui ont mis leur espoir dans l'inconnu, et les silences de de Gaulle convenaient parfaitement à cette situation. Il n'est pas vrai non plus, comme le prétendent les communistes, que les ouvriers ont plébiscité de Gaulle parce que les Oui étaient plus nombreux sur les murs et que la propagande de la droite était plus intensive et plus dynamique que celle de la gauche. Dans les usines et dans les quartiers ouvriers, ce fut du reste souvent le contraire : la propagande des Non l'emportait sur celle des Oui. L'argument qui consiste à dire que les ouvriers ont voté Oui parce que ceux qui leur proposaient le Non étaient divisés ne tient pas non plus. D'abord parce que ceux qui proposaient le Oui étaient aussi divisés si ce n'est plus, et que, d'autre part, l'alliance des Non aurait incité pas mal d'anti-communistes, soit à voter Oui, soit à s'abstenir.

Le fait qu'il y ait eu peu d'abstentions prouve que les ouvriers veulent à tout prix se raccrocher à une force politique existante. Ils ont fait leur choix de cette façon : « Nous rejetons tous ceux qui nous ont trompés. Quant aux autres... on verra ». C'était ce même raisonnement qui hier faisait voter une grande partie d'entre eux pour le P.C. Cette fois-ci les communistes, en se raccrochant au régime existant, n'incarnaient plus l'espoir. Les gaullistes, qui proposaient le changement, se trouvaient ainsi avantagés : c'étaient eux qui prenaient le ton « révolutionnaire », tandis que les autres apparaissaient comme des conservateurs... En votant Non, demain serait comme aujourd'hui, se disait-on, et la majorité des ouvriers ne veut pas vivre comme elle a vécu jusqu'à aujourd'hui. Le vote du référendum a été pour eux un pari et souvent rien de plus. Quand on

parle à ceux qui ont voté pour de Gaulle, la discussion se termine vite par : « On ne sait pas. On verra.. ». Un tel prend sa tête dans ses deux mains. « Comment s'y retrouver ? Quelle salade ». Son incompétence le remplit de joie.

Il n'y a plus de jeunes qui viennent mettre leur dynamisme dans les discussions ; s'ils sont présents lors de nos débats, c'est souvent pour se taire. Eux pourtant ne craignent rien, ils n'ont rien à préserver : ni le frigidaire, ni la télé, ni l'appartement à crédit. Les autres ont perdu tout dynamisme au cours de ces dernières années, ils vieillissent dans ces ateliers en s'aménageant vaille que vaille la vie la plus confortable possible. Tous leurs espoirs se ramènent à leurs problèmes personnels.

La propagande communiste sur les perspectives de chômage et de récession frappe beaucoup les esprits, mais la crainte qu'elle fait planer, au lieu de soulever la colère, ne fait que justifier la passivité. Bien que les tracts G.G.T. posent comme revendication « les 40 heures payées 48 », la plupart considèrent cela comme une utopie pure et simple, une chose qu'ils ne verront jamais. A présent il n'y a peut-être plus guère de travailleurs qui croient sincèrement que leurs salaires seront augmentés un jour. Alors, c'est la crainte du pire. Si vous parlez de revendications, on dira, sinon ouvertement, du moins derrière votre dos : « Il s'en fout, lui, du chômage, sa femme travaille... » ou « Il n'a pas d'enfants... Il est heureux, lui... ». On croit que vous cachez les perspectives du chômage pour pouvoir mieux reprocher aux autres leur passivité.

La crainte du chômage devient un bon prétexte. On remplace les actions revendicatives par un étalage de notre misère. Vous entendez la voix résignée d'un collègue qui répète pour la n^{ième} fois « Nous sommes dans le pétrin ». « Tu n'arrives plus à t'en sortir ». Un gros dit : « On n'arrive même plus à bouffer ». Non, il exagère un peu, celui-là, mais allez le lui dire, il se sentira offensé. La misère doit se traduire par le manque de nourriture, autrement ce n'est plus la misère, et si ce n'est pas la misère, c'est que nous sommes heureux, et si nous sommes heureux il n'y a plus aucune raison de se plaindre, et peut-être même s'opposer à ce qui se passe. Dire que l'on est malheureux, exagérer ce malheur jusqu'à l'absurde, c'est la protestation, c'est le défoulement. Ce qu'il affirme, il l'a puisé dans la propagande syndicale ou dans la littérature bourgeoise. Il a renié sa propre réalité et ses problèmes parce qu'on l'a poussé à accepter sa condition d'ouvrier. De Victor Hugo à *Vie Ouvrière*, tous ont cherché à le réduire à n'être qu'un tube digestif.

On comprend que, maintenu dans cette optique, l'ouvrier voit ses perspectives limitées, et comme il a en réalité de quoi s'alimenter, il n'a plus que deux choses à faire : soit se résigner à n'être qu'un estomac, soit mentir et nier qu'il puisse continuer à vivre ainsi. Ce manque de perspective politique l'oblige à s'appuyer sur le mensonge pour tromper les autres et manifester sa rancœur. Mais c'est là aussi que réside toute la faiblesse de son argumentation. Il est obligé de mentir pour revendiquer plus de richesse. Il est obligé de jouer à l'indigent. La lutte contre l'exploitation perd son caractère profond pour ne devenir qu'une revendication de bifteck. Il n'y a rien d'étonnant que, placés dans cette situation, beaucoup refusent maintenant de prendre des risques pour simplement obtenir un peu plus... L'objectif est trop minime pour l'effort demandé. Mais beaucoup se hâtent de tirer la conclusion : « Tant que les ouvriers ne crèveront pas de faim, ils resteront passifs ». Ce qui revient à dire que l'ouvrier ne se révoltera que lorsque le système d'exploitation ne lui permettra plus d'être ouvrier ; qu'il se révoltera uniquement pour rester ouvrier et pour renouveler sa force de travail. Cela a toujours été l'idée fondamentale de la classe dominante. Pas mal d'ouvriers l'ont adoptée aujourd'hui.

Le balayeur, lui, pense différemment. Il n'est pas politisé et, peut-être parce qu'il est en plus un Africain, il ne perd pas de vue les aspirations humaines les plus élémentaires. Il est plus révolté que les autres d'être considéré comme un robot. Il dit que ses cheveux blanchissent et qu'il voudrait partir de là avant qu'ils ne soient complètement blancs. C'est le système de vie qu'on lui impose qu'il refuse. Gagner un peu plus ou un peu moins, ce n'est pas le grand problème pour lui. « On se fout de moi, dit-il, parce que je suis manoeuvre, mais ceux qui se moquent sont aussi idiots que moi. Quand j'arrive le matin, ils sont là aussi, à pointer leur carton, comme moi. Quand j'ai sommeil, et que je me frotte les yeux, eux aussi ils ont sommeil. Ils restent ici autant de temps que moi jusqu'au soir. Alors ? Ils gagnent un peu plus que moi parce qu'ils sont professionnels, mais ils ne peuvent rien faire d'autre que venir tous les jours, comme moi, et faire la même chose comme des idiots, sans savoir pourquoi ». Il répète : « Ils se croient plus malins, mais ils sont comme moi ». Et, pour se consoler : « Ils en bavent tous, comme moi »

Mais la plupart des autres se sont résignés à cette condition. L'injustice, la hiérarchie sociale, l'absurdité de la vie qu'on nous fait mener, la noirceur quotidienne dans laquelle on nous maintient, tout cela est considéré comme l'injustice obligatoire de toute société. En dehors de cette injustice officielle, il y a les injustices anormales ou accidentelles. Celle de ne pas avoir assez à manger, par exemple. Mais comme celle-ci n'existe pas en réalité, on l'invente,

comme on exagère un éventuel chômage et toutes les calamités qui peuvent s'abattre sur la classe ouvrière. L'esprit d'offensive qui existait il y a quelques années chez les travailleurs, l'idée même de combattre pour avoir de meilleures conditions de vie, semble avoir momentanément disparu.

Tel sont les ouvriers que l'on peut voir dans les chaînes et les ateliers, en ce début de la Ve République. Certains d'entre eux, il y a à peine un an, étaient prêts à se lancer dans de grands mouvements. Il y a quelques années, d'autres n'hésitaient pas à faire plusieurs semaines de grève. Ce sont ces mêmes ouvriers qui, en 1953, lors de la grève des fonctionnaires, étaient pleins d'espoir et se seraient joints au mouvement si les syndicats le leur avaient demandé. Ce sont eux qui, pleins de bonne volonté, ont attendu pendant des années les bons mots d'ordre et qui, aujourd'hui, sont lassés et déçus. Les mêmes disent aujourd'hui : « De Gaulle ? Pourquoi pas », ou bien, dégoûtés, vous disent qu'ils ne lisent plus les journaux.

Les seuls qui parlent beaucoup de la situation, ce sont les communistes. Mais ils parlent surtout entre eux, comme s'ils se parlaient à eux-mêmes. Avant le référendum, l'un d'eux disait que le gouvernement interdirait peut-être le P.C. parce qu'il avait peur de son influence sur les masses. Mais il ajoutait que le gouvernement hésiterait quand même à le faire, car le Parti passerait dans l'illégalité et, pour lui, l'illégalité, c'est le retour au temps de la résistance avec maquis et sabotage. Il me dit cela à moi, parce qu'il m'identifie un peu aux durs du Parti, mais, comme il n'est pas un dur, je crois qu'il doit dire des choses différentes aux autres. Il y a depuis longtemps tout un éventail de positions politiques clandestines dans le Parti à l'usage des différents tempéraments de militants allant du très dur jusqu'au très mou. Ce que dit ce militant est le reflet de ce que pense toute une catégorie de gens, surtout ceux qui sont venus au Parti pendant l'occupation. Depuis des années, la direction les tient sous pression en les persuadant que bientôt le parlementarisme va disparaître et que le grand soir va arriver. Depuis des années, on les persuade que la période parlementaire est transitoire, un mauvais moment à passer, mais que pendant cette période les troupes communistes se renforcent et qu'ensuite le Parti pourra se lancer dans une politique plus dure.

Beaucoup de ces militants voient-ils le durcissement de leur politique pour des périodes très proches ? Certains chuchotent à voix basse les dernières informations sur les sabotages F.L.N. comme on se transmettait pendant l'occupation les informations de la B.B.C. Ils se réjouissent de cette action et ils préféreraient que ce soit leur propre parti qui la préconise. Toutefois, ils sont obligés d'échanger leurs impressions à voix basse, car dans tous les ateliers le racisme gagne. On bouffe du bougnoule ouvertement à présent. « Il faudrait

tous les tuer » est une formule courante et, bien que cela n'aille pas plus loin que ces phrases, ce qui est nouveau, c'est que ce sont les seules que l'on entende exprimées publiquement ; les autres se chuchotent. Le rapport de forces est renversé.

Autrefois le noyau communiste avait l'appui des ouvriers, aujourd'hui ce noyau se trouve isolé. Or, la politique du Parti n'est pas de se confiner dans cet isolement, elle est, au contraire, de tout faire pour le briser et pour retrouver ce contact avec les masses qu'il avait après la Libération. La politique des militants doit être de bannir tout sectarisme pour rassembler les ouvriers. Leur situation devient inextricable. Plus le Parti perd pied dans la classe ouvrière, plus la politique gouvernementale devient réactionnaire, plus ils doivent amollir leur politique et faire de concessions. Autrefois, quand le noyau était fort, il pouvait se permettre d'avoir des positions tranchées, les militants pouvaient insulter à tort et à travers ceux qui n'étaient pas d'accord, les menacer ou leur casser la figure. Aujourd'hui, c'est fini ; l'arrogance n'est plus de mise. Le militant doit discuter avec les autres et courir le risque de se faire engueuler. Pour certains, ne plus se sentir les plus forts est une situation intenable ; ils se taisent. Plus tard, sans doute, ils abandonneront.

Les communistes de l'atelier disent : « Les ouvriers qui ont voté Oui sont des cons ». Mais le lendemain *L'Huma* dit qu'il ne faut pas se couper des ouvriers qui ont voté Oui : ils revoteront un jour pour le Parti. Les militants disent que les socialistes et les ménédistes sont des salauds. Mais le lendemain *L'Huma* chante les louanges des ménédistes. Au parti, on a l'habitude des positions tranchées. Quand on combattait les socialistes en 1948, on disait qu'ils étaient des fascistes ; quand on combattait Pinay, on disait que c'était un fasciste ; aujourd'hui on n'a même plus le droit de dire que de Gaulle est un fasciste. La politique aurait-elle de telles subtilités ? On se réjouit des sabotages F.L.N., mais *L'Huma* les condamne. Les subtilités deviennent un labyrinthe. Comment ne pas se sentir mal à l'aise dans cet imbroglio ?

On discute. Je dis : « Je ne suis pas pour la IVe ». Un militant répond : « Moi non plus ». Et pourtant Maurice Thorez se vante de défendre la Constitution de 1946 ! Une autre fois, au sujet de la manifestation du 4 septembre : « Moi, je ne veux pas aller là-bas pour chanter *La Marseillaise* ». Réponse d'un communiste : « Mais moi non plus ». Et il s'indigne que j'aie pu penser qu'il irait chanter *La Marseillaise*. Telle fut pourtant bien la consigne du Parti ce jour-là.

La littérature gaulliste circule dans l'usine sans susciter beaucoup d'intérêt. Il faut dire que le contenu de ces tracts ne s'y prête guère. L'argumentation est très simple ; elle se réduit souvent à une caricature suivie d'une légende.

Exemple, le cercueil de la IVe République devant deux individus qui doivent être des communistes et qui pleurent. Un autre tract représente une voiture chargée d'individus armés. C'est le « commando communiste » qui va attaquer les ouvriers de chez Simca. Un autre représente un âne qui dit qu'il votera Non. Il y a aussi des tracts signés du Comité de Salut Public Renault, qui exhortent les ouvriers au patriotisme. Un autre traite des problèmes sociaux en prêchant la bonne entente entre la maîtrise et les ouvriers.

Le ton, bien que paternaliste, est plus maladroit que celui de la Direction. Signés ou pas signés, les tracts sont faits et distribués par le Syndicat Indépendant Renault. C'est lui le grand vainqueur du référendum. Mais, malgré sa victoire, il reste ce qu'il était, une petite organisation avec beaucoup d'appuis du côté de la Direction et presque pas du côté des ouvriers. Une organisation incapable de secouer l'apathie des travailleurs, soit dans le sens réactionnaire et nationaliste, soit dans le sens tout aussi réactionnaire de l'anticommunisme bourgeois. L'idéologie de ces gaullistes est encore bien inférieure à la démagogie fasciste, car ils ne peuvent apparaître que comme conciliateurs et, sur ce terrain, ils peuvent difficilement se distinguer des autres formations syndicales. Ils ne peuvent être que les continuateurs du syndicalisme d'Etat. La seule chose qu'ils puissent revendiquer, c'est la succession aux postes que pourraient leur laisser les autres syndicats, mais là encore il faudrait pouvoir les conquérir dans les élections, ce qui demeure improbable. Ils arrivent au moment où le syndicalisme est déconsidéré aux yeux des ouvriers avant d'avoir pu jouer son véritable rôle moderne, qui était de se tailler une place dans l'appareil de gestion de l'usine.

Une période s'achève. Tout le dynamisme des ouvriers a été gaspillé, toute leur richesse combative étouffée ou canalisée vers des objectifs différents des leurs propres. Les travailleurs qui ont tenté de secouer l'apathie de leurs camarades se sont heurtés à un mur d'incompréhension et, renonçant à l'abattre, ils se sont finalement résignés au silence.

Ce texte aborde des thèmes, développe des réflexions, pose des questions qu'on retrouve chez certains autres auteurs. On pourra lire par exemple :

Brochures

« *Autogestion et Hiérarchie* » ; « *Racines subjective et logique du projet révolutionnaire* » ; « *'Socialisme' et société autonome* » ; « *La question de l'histoire du mouvement ouvrier* » ; « *Politique, démocratie, valeurs occidentales* » ; « *Crises économique, politique, sociale, anthropologique* » ; « *Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne* » ; « *Socialisme ou Barbarie & l'Internationale Situationniste* » ; « *La révolution dans la tête* » ; « *Éléments pour une démarche politique* » ; ...

Livres

LEVARAY J.P. ; 2002 ; « *Putain d'usine* », Agone 2005
LINHART R. ; 1981 ; « *L'établi* », ed. Minuit 1995
WEIL S. ; 1935 ; « *La condition ouvrière* », Gallimard 2002
DEJOURS C. ; 1998 ; « *Souffrance en France : la banalisation de l'injustice sociale* », Seuil 2006
BEAUD S., PIALLOUX M. ; 1999 ; « *Retour sur la condition ouvrière : enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard* », Fayard
THOMPSON.E ; 1988 ; « *La formation de la classe ouvrière anglaise* », Seuil
CASTORIADIS C. ; 2005, « *Une société à la dérive* », Seuil
ARENDE H. ; 1972 ; « *La crise de la culture, huit exercices de pensée politique* », Gallimard 2000
ORWELL G. ; 1937 ; « *Le Quai de Wigan* », Gallimard, 2008
FROMM E. ; 1956 ; « *L'art d'aimer* », Desclée De Brower 2007
ADORNO T.W. ; 1951 ; « *Minima moralia, réflexions sur la vie mutilée* », Payot, 2001
ANDERS G. ; 1956 ; « *L'obsolescence de l'homme ; sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle* », EDN 2002
ILLICH I. ; 1975 ; « *La convivialité* », Points Essais 2003
PASOLINI P.P. ; 1976 ; « *Ecrits corsaires* », Flammarion, 1976

Contact : Quentin@no-log.org